www.lepicentre.online L'EDICENT



L'actualité économique et sociétale du Val de Loire ■ Gratuit





■ Sébastien Vauxion, pâtissier étoilé formé à Orléans



■ Montargois: nouveau centre de formation dédié aux métiers de l'industrie forment un club



■ Les mi-lourds de l'économie



■ L'activité partielle de longue durée pour éviter le pire



édito

66

À l'heure où nous bouclons ces lignes, le pays est de nouveau sous la menace d'un confinement généralisé de plusieurs semaines, avec les conséquences que l'on connaît sur de nombreux secteurs d'activités. Alors, dans cette situation, difficile de se projeter et d'entamer ce qui peut devenir le projet d'une vie professionnelle : créer son entreprise.

Pourtant, dans toute situation, il y a des secteurs qui restent porteurs et des opportunités à saisir. Les modes de consommation changent, de nouvelles pratiques émergent (click and collect, outils de télétravail, boum des déplacements en vélo...), et les entrepreneurs doivent, plus que jamais, être innovants, réactifs et... courageux!

En Centre-Val de Loire, ils peuvent en tous cas trouver l'écoute et le soutien des collectivités et des partenaires de la création d'entreprise, qui « jouent collectif » pour attirer les entrepreneurs et investisseurs sur le territoire et valoriser ses atouts.

Et des atouts, la région en a : située à une heure de la capitale, elle dispose de plus de 800 zones d'activités, 13 pôles de compétitivité et clusters et de nombreuses structures d'accompagnement adaptées aux porteurs de projets.

Mensuel gratuit

Novembre 2020

Autant d'arguments qui font le fond de notre dossier spécial de ce mois de novembre.



Bonne lecture,

La rédaction

FORMATION

Le cabinet d'expertise comptable Orcom ouvre son centre d'apprentissage

Pour la première fois en Centre-Val de Loire, et au niveau national pour la profession, un cabinet d'expertise comptable crée son propre centre de formation d'apprentis.

PORTRAIT

La salade du futur pousse déjà chez les Crudettes

Pour devenir en tout point comparable à sa cousine des champs, la salade du futur se prépare dans la serre laboratoire des Crudettes à Châteauneuf-sur-Loire. Elle pousse toute l'année et consomme dix fois moins d'eau.

LE DOSSIER DU MOIS

CRÉATION D'ENTREPRISE
Les atouts séduction du Val de Loire

Quels sont les arguments, aides et outils développés par les collectivités et les partenaires de la création d'entreprise, pour attirer les entrepreneurs sur le territoire de la Région Centre-Val de Loire?

CULTURE / LOISIRS

28 Expositions, spectacles, sport :

l'actualité culturelle de votre département.



Groupama Up/Espace entreprises, 2 avenue de Châteaudun C\$1319 - 41013 Blois Cédex • 02 54 74 30 39

- <u>Président</u>
 François Delaisse
- <u>Directrice de la publication</u> Delphine Sergheraert direction@lepicentre.online
- Relations extérieures
 Philippe Duisit
 06 33 22 43 19
- Contacts commerciaux
 Denis Labrune
 06 86 70 03 85
 denis.labrune@lepicentre.online
- Impression Imprimerie Baugé, Descartes
- Graphisme DCO'M Sabine Virault 06 83 05 56 51
- Rédacteurs
 Chloé Cartier-Santino,
 Jean-Claude Derré,
 Estelle Cuiry,
 Stéphane De Laage,
 Bruno Goupille,
 Juliette Lécureuil,
 Fernand Piaroux,
 Laëtitia Piquet





LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S. Au capital de 10 000 euros - Siret 53804876000028 - Dépôt légal à parution - ISSN 2110-7831 Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite souf accord prépidable de la direction.



LA RÉSIDENCE SERVICES SENIORS:

UN INVESTISSEMENT QUI ALLIE SÉCURITÉ ET RENTABILITÉ



INVESTIR dans une résidence gérée avec le statut LMNP(1) (Loueur meublé non professionnel) c'est :



Des revenus locatifs défiscalisés



Des revenus garantis chaque mois



La construction de votre patrimoine

CONTACTEZ-NOUS VITE POUR AVOIR UNE ÉTUDE GRATUITE AVEC NOS EXPERTS EN IMMOBILIER

orleans.nexity.fr



02 38 54 99 64

Prix d'un appel local depuis un poste fixe

GEORGE V CENTRE — 19 rue de Vienne — TSA 60030 — 75801 Paris Cedex 08 — SNC au Capital 8000 € — RCS Paris 434 000 014, Document et illustration no contractuels. Montargis (45). Architecte: Alain Salin. Illustration : LD3D. (1) Le statut LMNP est ouvert au contribuable qui affecte des logements à une location meublée et dont les revenus de ces locations ne dépassent pas 23 000€ TTC par an et 50% de leur revenu global. L'activité de Loueur en Meublé Non Professionnel relève fiscalement de la catégorie des Bénéfices Industriels et Commerciaux définis à l'article 34 du Code Général des Impôts. En outre le dispositif LMNP dans le cadre de l'acquisition d'un logement neut situé dans certaines résidences gérées et qui est donné en location à un gestionnaire au travers d'un ball commercial d'une durée de 9 ans minimum permet sous conditions de récupérer la TVA. L'attention de l'acquierur est attirée sur les risques afférents à un investissement locatif (ex. : non-respect des conditions d'orcri de l'incitation fiscale, y compris des conditions de mise en location, défaillance de l'exploitant, loyers impayés, évolution défavorable du marché locatif) susceptibles d'entraîner la perte du bénéfice des incitations fiscales et/ou la remise en cause de l'équilibre financier de l'investissement. Octobre 2020

EN BREE

Après Dior, l'Oréal annonce son arrivée au Cosmetic Park



Le parc d'activités s'étendra sur 78 hectares

Situé au nord d'Orléans Métropole sur les communes de Boigny-sur-Bionne et de Vennecy (Communauté de Communes de la Forêt), le Cosmetic Park® est un éco parc de haute qualité fonctionnelle, architecturale et environnementale, développé par JBD Expertise pour la foncière AREFIM et dessiné par l'architecte A26-GL.

Lancé en 2017 sur l'ancien site Lexmark à Boigny sur Bionne, ce parc de 80 hectares accueille aujourd'hui un centre de stockage de Dior sur 20 000

INFORMATION

carrés. Et c'est maintenant L'Oréal qui a annoncé son arrivée sur le parc fin 2021. Elle investira quelques 35 000 mètres carrés dont plus de 2000 m² de bureaux. L'ensemble sera dessiné par le cabinet d'architectes A26 GL.

D'autres enseignes devraient annoncer à leur tour leur arrivée sur le site qui s'étend sur 78 hectares, dont 40 hectares constructibles et 17 de forêt classée.

D'ici 2020 ce sont pas loin de 800 personnes qui sont amenées à y travailler.

Contact tracing : mobilisation de l'Assurance Maladie pour freiner la progression de l'épidémie

Depuis le lancement du dispositif le 13 mai dernier, ce sont plus de 18 000 personnes qui ont été identifiées et appelées par les conseillers de l'Assurance Maladie dans le Loiret; plus précisément, ce sont plus de 4780 patients diagnostiqués positifs à la Covid et plus de 14 000 cas contacts qui ont été contactés par téléphone. A la mi-octobre, l'Assurance Maladie a réussi à joindre 95% des patients positifs et 92% des cas contacts.

Le contact tracing mobilise un total d'une centaine d'agents pour assurer la mission de contact-tracing 7 jours sur 7. Parmi ces agents, 40 ont d'ores et déjà été recrutés en contrat à durée déterminée pour renforcer les équipes de l'Assurance Maladie.

Au total, environ 20% des effectifs sont mobilisés sur cette mission prioritaire.





ameli.

L'APIRJSO LA COURONNERIE : sensibiliser à l'accès à l'emploi des personnes handicapées

L'APIRJSO LA COURONNERIE se mobilise pour la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, qui aura lieu du 16 au 22 novembre.

Du 16 au 22 novembre, le personnel de l'APIRJSO LA COURONNERIE et les jeunes accueillis dans les structures de l'association se mobiliseront pour la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH). Ces sept jours ont pour but de promouvoir les compétences des personnes en situation de handicap et de découvrir les différents dispositifs mis en place pour faciliter leur insertion professionnelle. « Le handicap et l'emploi sont aujourd'hui encore trop peu compatibles, commente Kristof Colliot, res-Communication. ponsable 500 000 personnes handicapées sont au chômage. Même s'il tend à diminuer, le taux de chômage des personnes en situation de handicap est encore deux fois plus élevé que celui des personnes dites ordinaires.»

Des opérations concrètes de sensibilisation

Mais la SEEPH, c'est aussi et

surtout des actions concrètes pour faciliter le recrutement. L'APIRJSO LA COURONNERIE s'inscrit dans deux dispositifs.

D'abord, le DuoDay. Une personne accompagnée par I'APIRJSO LA COURONNERIE va passer une journée sur le poste d'un professionnel volontaire et en découvrir le quotidien. De son côté, l'association ouvrira également ses postes et se proposera d'accueillir des personnes en situation de handicap venant de l'extérieur. Même le directeur général de I'APIRJSO LA COURONNERIE jouera le jeu! « Il s'agit de casser les réactions du type : "ce poste n'est pas fait pour moi"; "je ne suis pas fait.e pour ce poste". On a trop tendance à associer handicap et poste à basse qualification. Le Duo-Day représente une véritable opportunité de rencontre pour changer de regard et dépasser les préjugés.»

Ensuite, l'opération de l'Agefiph #activateurdeprogres. Être

activateur de progrès, c'est partager la conviction que la question du handicap peut constituer, pour l'entreprise, un formidable levier d'innovation en faveur d'un modèle plus inclusif. C'est être persuadé que le handicap est facteur de progrès dans l'entreprise et pour la société tout entière. « Il s'agit d'une action innovante pour l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, expose Kristof Colliot. Il faut parvenir à faire passer le message: l'emploi des personnes en situation de handicap, c'est faisable. Il faut que tout le monde s'y mette. Les divers acteurs ont réussi à lever de nombreux freins mais il en reste encore auelaues-uns aui empêchent de passer le cap de l'emploi. À nous de tout faire pour y mettre fin, ensemble!»

Retrouvez plus d'information sur l'APIRJSO **sur https://apirjso-couronnerie.fr**



de progrès



L'ÉPİCENTRE #009 ■ Novembre 2020

EN BREE



Une équipe renouvelée au bureau de l'UMIH45

Thierry Deraime a été élu nouveau président de l'UMIH45 lors de leur dernier conseil d'administration qui a eu lieu début octobre. Il a souhaité autour de lui une équipe enrichie et diverse avec un vice-président issu de la ruralité, Gilles Vaslier, pour garantir une meilleure représentativité des problématiques des hôteliers et restaurateurs du Loiret, et pas uniquement d'Orléans et de sa métropole.

Le nouveau bureau est composé d'élus investis dans chaque branche (bars, cafés-brasseries, hôtels, restaurants, métiers de la nuit, traiteurs événementiels, bowlings et activités de loisirs) et a toujours le soutien de l'ancien président Jean-Louis Jama qui devient secrétaire général.

Avec cette dynamique renouvelée, I'UMIH 45 se veut actuellement et plus que jamais, aux côtés de ces professionnels, qui traversent une crise sans précédent et qui est le secteur le plus durement touché par les mesures liées à la COVID-19.



Composition du nouveau Bureau :

- Président : Monsieur Thierry Deraime
- Vice-président : Monsieur Gilles Vaslier
- Trésorier et Délégué « Cuisines du Monde » : Monsieur Sami Copti
- Secrétaire Général : Monsieur Jean-Louis Jama
- Délégué branche « Bars » : Monsieur Frank Fuzeau
- Délégué branche « Cafés-Brasseries » : Monsieur Nicolas
- Déléguée branche « Hôtels » : Madame Virginie Gauthier
- Délégué branche « Restaurants » : Monsieur Jerry Gras
- Délégué branche « Métiers de la Nuit » : Monsieur Sébastien Rastoll
- Délégué branche « Traiteurs Evènementiels » : Monsieur Narcisse Rousseau
- Déléguée branche « Bowlings et activités de loisirs » : Madame Rabia Krim

Qu'est-ce que l'UMIH ?

L'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH) avec ses syndicats associés (GNC (Groupement national des chaînes), UMIH Prestige, SNRPO (Syndicat national de la restauration publique organisée), SNEG & Co (Syndicat National des entreprises gaies), SNRTC (Syndicat national de la restauration thématique et commerciale et la Chambre Syndicale des Cabarets et discothèques (CSCAD)) et avec la fusion de la CPIH, est l'organisation professionnelle leader du secteur et porte-parole des CHRD (cafés, hôtels, restaurants, discothèques). Depuis plus de 65 ans, la confédération représente, défend et promeut les professionnels indépendants cafetiers, restaurateurs, hôteliers, ainsi que les acteurs du monde de la nuit. L'UMIH est présente et active sur tout le territoire avec plus de 2000 élus et 300 collaborateurs répartis en plus de 100 fédérations départementales (outre-mer inclus).







paysagers







PROFESSIONNELS

De l'entretien de sites professionnnels à la création d'espaces verts, nous vous offrons de nombreuses possibilités pour affirmer votre identité tout en préservant la biodiversité du lieu.

Nos experts du paysage se mobilisent à vos côtés pour renforcer vos

engagements et favoriser la qualité de vie au travail de vos collaborateurs et l'accueil de vos visiteurs.

Nos services:

- . Création jardin d'entreprise, patio, cafétéria, espace détente
- . Végétalisation: site industriel, immeuble, bureau, toit terrasse projet de quatier résidentiel
- Aménagement zone d'activités

Nos engagements:

TERRA-NATURE



Améliorer et faire grandir tous les acteurs dans le respect de nos valeurs de responsabilité sociétale et environnementale.

La plateforme Terra-Nature illustre ces engagements avec le recyclage et la valorisation des déchets verts en substrat pour se diriger ensemble vers une économie circulaire et durable.

COLLECTIVITES

Pour un environnement collectif liant la nature et l'homme, nous aménageons vos espaces de vie pour en faire des lieux de rencontre et d'échange.

Nous sommes à votre service pour œuvrer vers des solutions contribuant à l'aménagement, la rénovation et l'entretien

- de vos espaces paysagers collectifs. Entretien et verdissement des voies de circulation publiques
- Aménagement paysager des résidences, habitats, éco-quartiers, centre bourg, aires de jeux, city parc
- Création, entretien et rénovation des terrains engazonnés, synthétiques et multisports

Notre marque



s'adresse à vous particuliers.

- . Conception, études et plans
- . Réalisation et entretien en SAP de jardins privés
- Création de baignades naturelles

www.terranaturecompostage.fr

NOTRE EMPREINTE FAÇONNE LA NATURE www.bourdin-paysage.fr

www.leiardinbvbourdin.fr

L'ACTU DU DÉPARTEMENT



PARCOURS



Sébastien Vauxion, pâtissier étoilé formé à Orléans

Premier chef pâtissier au monde à obtenir 2 étoiles Michelin avec son restaurant de desserts, Sébastien Vauxion a été formé au CFA de la Chambre de Métiers du Loiret. Il en conserve un grand souvenir.

Pour cause de pandémie, la manifestation n'a pu avoir lieu mais ce n'est que partie remise. Le 5 octobre dernier devait se tenir à Saint-Jean-Le-Blanc (Loiret) une soirée baptisée « De l'apprentissage aux étoiles » organisée par la Chambre de Métiers du Loiret et Groupama Paris Val de Loire en l'honneur de Sébastien Vauxion, l'enfant du pays devenu une star internationale de la pâtisserie. Si l'événement a été annulé à cause des mesures sanitaires, les mérites du bénéficiaire n'en restent pas moins entiers et son parcours exceptionnel.

Le jeune pâtissier de 39 ans a travaillé chez les plus grands, Pierre Hermé, Yannick Alléno, Pierre Gagnaire, et il est aujourd'hui le chef d'un restaurant unique en son genre qui propose uniquement des desserts, de l'entrée au... dessert. Une idée originale qu'il a proposée aux dirigeants du groupe hôtelier de luxe K2 Collections de Courchevel où il a été recruté en 2014 pour devenir le chef pâtissier exécutif des restaurants « le Kintessence » et « le Montgomerie », chacun doté de deux étoiles Michelin.

Desserts gourmands au goût d'enfance

Ainsi est né en 2018, dans l'hôtel K2 Palace de Courchevel, le Sarkara, dont le nom signifie fragment de sucre en langue tibétaine. « Les débuts n'ont pas été évidents, se souvient Sébastien Vauxion, car l'idée d'un repas composé de desserts est en rupture avec les références habituelles. C'est pourquoi j'ai repris tous les codes de la gastronomie avec des amuse-bouches, des entrées associant légumes et fruits, des plats chauds où le sucré souligne l'acidité ou l'amertume, un fromage pâtissier et des desserts gourmands au goût d'enfance. Je propose aussi des thés d'exception servis dans des verres à vin ». La formule a séduit les inspecteurs du guide Michelin qui ont attribué une étoile au Sakara en 2019, suivie d'une deuxième cette année. « La première étoile a créé un véritable rush qui s'est encore amplifié avec la seconde, témoigne Sébastien Vauxion. Actuellement, à la veille de la saison d'hiver, les réservations montent en puissance ».



Chef pâtissier exécutif du groupe K2 Collections de Courchevel et chef du restaurant de desserts Sarkara, Sébastien Vauxion intervient dans les émissions «Top Chef » et «Le Meilleur Pâtissier ».

N'oublie jamais que l'on vend du plaisir et du bonheur », me disait mon maître d'apprentissage Philippe Morin

L'influence de la pâtisserie du *Petit Duc*

Fier de cette réussite, le pâtissier étoilé n'en oublie pas pour autant ses racines et ses formateurs. Même s'il n'y a pas de tradition gastronomique dans sa famille, l'intérêt pour la pâtisserie lui est venu de la fréquentation de la réputée boulangerie-pâtisserie du Petit Duc que tenaient ses oncles sous les halles d'Orléans. Alors qu'il était bien engagé dans le parcours scolaire classique du Bac scientifique, il décide en classe de première de changer totalement d'orientation. «J'étais plutôt bon élève, mais absolument pas motivé pour persévérer dans cette voie, explique-t-il.

J'ai dit à mes parents que je voulais être pâtissier ». L'entrée au Centre de Formation d'Apprentis (CFA) de la Chambre de Métiers d'Orléans sera une révélation. « Je me suis tout de suite senti à ma place. J'étais tellement heureux d'apprendre à faire de mes mains. Je me souviens de M. Leseigneur qui mettait toute son énergie à transmettre sa passion. Et puis j'ai eu la chance d'être en alternance chez Philippe Morin, rue de Bourgogne qui m'a transmis toutes ses valeurs. "N'oublie jamais que l'on vend du plaisir et du bonheur", me disait-il ».

Neuf ans chez Pierre Gagnaire

Il y eu ensuite le Brevet Technique

des Métiers avec l'alternance chez Pierre Hermé, puis son premier poste au Meurice avec Yannick Alléno, l'année de l'obtention des trois étoiles, suivi d'une collaboration de neuf ans avec Pierre Gagnaire comme chef pâtissier de ses restaurants de Paris, Londres, Dubaï..etc. « J'ai une admiration infinie pour Pierre Gagnaire qui est un grand artiste. Mais je voulais pouvoir trouver mon propre style. » Sébastien Vauxion en fait la démonstration en portant l'art de la pâtisserie au plus haut niveau, jusqu'aux cimes de Courchevel, aujourd'hui et sans doute plus haut encore demain.

B.G

250 agents sur le terrain

Secteurs d'intervention : Paris lle-de-France Yonne Région Centre-Val de Loire









Procédure de décontamination de COVID-19 par voie aérienne DSVA

Objectif:

Cette procédure a été créé spécifiquement pour la décontamination bactériologie et virologie, notamment COVID-19 par voie aérienne via un diffuseur (brumisateur), Dans le but d'éliminer le virus sans intervention humaine et d'éviter sa transmission aux personnes ou à l'environnement.

Domaines d'application:

Laboratoires pharmaceutiques et de recherche Industries en agroalimentaire

Chambre d'une maison de retraite

Cabinets médicaux, vétérinaires, dentaires

Crèches et écoles

Logement

Locaux administratifs

Animaleries

Pour toute demande d'information, contactez nous

Tél.: 02 38 51 18 19 — Fax 02 38 66 35 47

contact: diamant45@orange.fr

Diamant nettoyage - ZAC de la Nivelle - 150, rue des Moulins - 45750 Saint-Pryvé-Saint-Mesmin



FORMATION



Nogent-sur-vernisson : Ouverture prochaine d'un centre de formation dédié aux métiers de l'industrie

Alors que les entreprises de l'est loirétain peinent à recruter sur certains postes en tension, un centre de formation dédié aux métiers de l'industrie devrait prochainement ouvrir ses portes à Nogent-sur-Vernisson. Une annonce qui réjouit plus d'un chef d'entreprise local.

L'information est tombée il y a quelques jours : un centre de formation dédié aux métiers de l'industrie devrait ouvrir prochainement à Nogent-sur-Vernisson, sur le site de l'équipementier automobile Faurecia.

Point de départ de ce projet : l'entreprise Faurecia, donc, qui s'est tournée vers le Mouvement des entreprises du pays giennois (MEPAG) pour entamer un travail collaboratif sur des problématiques communes liées au recrutement. « Avec 88 entreprises représentant plus de 8 000 salariés, nous étions le bon interlocuteur pour chercher une solution collective, expose Gérard Cloix, le responsable Formation et Relations écoles - entreprises du MEPAG. Nous avons tout de suite répondu positivement. Nous avons des difficultés de recrutement identiques, il était donc très intéressant de travailler ensemble »

Une analyse précise des besoins en main d'œuvre des entreprises locales

L'idée ? Créer des formations mutualisées entre les bassins d'emploi de Gien et de Montargis qui répondraient aux besoins des entreprises des deux zones. Et pour être certain de bien cibler le projet, le MEPAG a décidé, en priorité, d'élaborer une gestion territoriale des emplois et des compétences (GTEC) sur les deux bassins, pour travailler sur une photo précise et actualisée des besoins des entreprises. « Nos entreprises rencontrent de vrais problèmes de recrutement pour certains métiers, par exemple, en maintenance, en conduite de lignes de production, commente Gérard Cloix. Il était donc indispensable de passer par une étape d'expression des besoins des entreprises puis d'identifier les formations à proposer en face. On ne peut faire quelque chose de sérieux et d'efficace que si on part d'une expression des besoins de formation précise. » Le MEPAG a déjà expérimenté le process de la GTEC qu'il connaît donc bien: «Notre première GTEC date de 2011. Nous avions participé à la création du BTS Maintenance au lycée Marguerite-Audoux à Gien. L'établissement propose aujourd'hui de réaliser cette formation en alternance. C'est ce qui booste les jeunes!»



Le centre de formation se situerait sur le site de production de l'entreprise Faurecia, à Nogent-sur-Vernisson, dans un bâtiment de 3 000 m² entièrement réaménagé. « Installer un centre de formation à mi-chemin entre Gien et Montargis, c'est idéal pour former des jeunes et les garder sur le territoire, souligne le responsable formation du MEPAG. Quand on ne trouve pas la formation qui nous intéresse là où l'on habite, on part la faire ailleurs et, en général, on trouve du travail sur place et on ne revient pas! Des formations adaptées aux besoins

des entreprises locales fixent les jeunes.»

Le centre de formation serait polyvalent et adapté à diverses activités économiques. Il s'adresserait également à différents publics. Aux jeunes, certes, mais aussi aux personnels déjà en poste souhaitant développer leurs compétences et évoluer au sein de leur entreprise. « Nous souhaitons mutualiser le centre de formations avec d'autres industries, au-delà de nos bassins d'emploi respectifs, pour pouvoir avancer sur la montée en compétences des personnels. L'union fait la force! Derrière, il y a un engagement fort des entreprises locales.» Ce projet a suscité l'intérêt des collectivités locales, la Région Centre-Val de Loire en premier lieu. Une prise de conscience de l'enjeu que représente le développement des formations sur les territoires, pour une réponse concrète et locale aux besoins des entreprises. Et un signal fort adressé aux acteurs économiques du Giennois et du Montargois!

E.C

Installer un centre de formation localement, c'est idéal pour former des jeunes et les garder sur le territoire



FORMATION



Le cabinet d'expertise comptable Orcom ouvre son centre d'apprentissage

Pour la première fois en Centre-Val de Loire, et au niveau national pour la profession, un cabinet d'expertise comptable crée son propre centre de formation d'apprentis.

Orcom a réalisé un joli doublé en cette rentrée scolaire avec la création du premier centre de formation d'apprentis (CFA) par une entreprise en Centre-Val de Loire, qui est aussi le premier CFA d'entreprise de la profession comptable au niveau national. Le cabinet d'expertise comptable, né à Orléans et qui emploie aujourd'hui 850 salariés sur vingt sites en France et huit à l'étranger, a mis à profit une loi de septembre 2018 autorisant les entreprises à créer leur propre CFA. Un sujet que maîtrise bien le cabinet orléanais en tant que cosignataire du guide « Créer son CFA d'entreprise » qui avait été remis à Muriel Pénicaud, ministre du Travail, en juillet 2019. À ce titre Orcom a aussi conseillé certains de ses clients pour créer leur propre CFA.

Faire face à la pénurie de talents

Cette fois, il s'agit d'une réalisation « pro domo » destinée à garantir ses propres recrutements. « Nous devons



faire face à une pénurie d'expertscomptables et nous avons des difficultés à recruter la centaine de nouveaux collaborateurs dont nous avons besoin chaque année pour assurer notre développement et le remplacement des départs naturels, explique Bruno Rouillé, délégué général en charge des ressources humaines d'Orcom. C'est en développant l'apprentissage que nous pourrons créer les compétences que nous recherchons et faire face à la pénurie de talents ». L'entreprise s'est engagée à passer de 60 alternants l'an dernier à 80 alternants cette année. Un chiffre qui inclut les contrats d'apprentissage et les contrats de professionnalisation pour l'ensemble des sites Orcom en France.

99% d'apprentis embauchés

Concrètement, le CFA d'entreprise, qui s'appelle tout simplement l'École Orcom, fonctionne dans un premier temps sur deux sites en partenariat avec des organismes de formation: l'ICS Bégué à Paris et le Greta Cœur 2 Loire à Orléans. Selon le principe intangible de l'alternance, l'école partenaire assure la formation pédagogique et Orcom la formation pratique.

Dans un premier temps, l'École Orcom a accueilli cinq jeunes en quatrième année de diplôme supérieur de comptabilité et de gestion. D'autres, du niveau de la licence, les rejoindront l'année prochaine ainsi que des apprentis de spécialités différentes de façon à porter progressivement l'effectif à une quarantaine d'alternants.

« 99 % de nos alternants se voient proposer un CDI à l'issue de leur contrat d'apprentissage », annonce Bruno Rouillé. La voie de l'apprentissage chez Orcom ressemble fort à une voie royale.

B.G



L'ACTU DU DÉPARTEMENT



PORTRAIT



La salade du futur pousse déjà chez les Crudettes

Pour devenir en tout point comparable à sa cousine des champs, la salade du futur se prépare dans la serre laboratoire des Crudettes à Châteauneuf-sur-Loire. Elle pousse toute l'année et consomme dix fois moins d'eau.

Chaussures stérilisées aux pieds, blouse blanche et charlotte bleue sur la tête, le visiteur doit encore passer dans un sas de décontamination avant d'accéder à « Cap Vert ». Comme dans un laboratoire de recherche médicale, ici, tout est sous contrôle : l'air ambiant, la lumière, la température, et surtout l'eau qui sert à... faire pousser des salades. Cap Vert est, en effet, le nom de la serre high tech de 3 000 mètres carrés dans laquelle l'entreprise agroalimentaire Les Crudettes expérimente la culture de salades en aéroponie. Entendez par là, avec les racines nues régulièrement aspergées par un brouillard de solutions nutritives, contrairement à l'hydroponie où les racines se développent dans un substrat humide. « La culture en hydroponie ne permet pas d'obtenir des salades d'une taille commercialisable, explique Thierry Dubois, le directeur des Crudettes. Avec l'aéroponie sous serre, nous y parvenons en six semaines et toute l'année ». C'est l'autre problème de la culture des salades de plein champ qui doivent être importées d'Espagne ou d'Italie en hiver.

25% du marché des salades préparées

Avec des coûts de transport augmentés et des délais de fraîcheur raccourcis, la délocalisation n'est pas la bonne solution pour le spécialiste de la préparation de salades en sachets. Sur leurs sites de Châteauneuf-sur-Loire (Loiret) et de Cabanne, près de Cavaillon (Bouches du Rhône) Les Crudettes transforment près de 25 000 tonnes de produits frais chaque année. L'entreprise, rachetée par la Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel (LSDH) en 2013, couvre 25% du marché national des salades et crudités préparées.

« Notre objectif est d'assurer d'ici cinq ans un tiers de nos approvisionnements avec de la salade et des herbes aromatiques cultivées en aéroponie, non pas dans nos propres serres, mais par des producteurs sous contrat comme nous le faisons depuis toujours », annonce Thierry Dubois.



La serre expérimentale de 3 000 mètres carrés a nécessité un investissement de 4 millions d'euros.

Une serre pour les herbes aromatiques

La phase de production « industrielle » n'est pas encore atteinte dans la serre expérimentale où de nombreux paramètres doivent encore être testés et validés. Les coûts de production demandent aussi à être maîtrisés afin de rentabiliser cette culture hors-sol de haute

technologie. Les Crudettes prévoient, d'ici un an, la construction d'une serre d'un hectare à Saint-Denis de l'Hôtel pour les herbes aromatiques.

Malgré son image de produit artificiel, la salade cultivée en aéroponie présente de sérieux avantages tant du point de vue sanitaire en éliminant les traitements chimiques, que des points de vue économique et écologique avec la réduction des transports et la division de la consommation d'eau par 10. La salade du futur n'a pas fini de nous surprendre!

B.G



Une filière agroalimentaire d'avenir

La filière agroalimentaire représente un poids significatif en Centre-Val de Loire avec 300 entreprises qui font travailler 12 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires de 3 Md€.

Elle bénéficie des apports de centres de recherches comme le pôle en génie alimentaire Isaac Newton, dans le Cher, le pôle Food Val de Loire, en Loir-et-Cher, ou l'Institut européen d'histoire et des cultures alimentaires, en Indre-et-Loire.

Lors d'une journée de présentation à la presse des innovations de l'agroalimentaire régionale, organisée par l'agence de développement économique Dev'Up, François Bonneau, son président, a estimé qu'il s'agissait d'un secteur déterminant pour lequel la région porte des ambitions de développement en se projetant vers les techniques et produits de demain.

L'ACTU DU DÉPARTEMENT



AGROALIMENTAIRE



Au menu régional des aliments innovants

En Centre-Val de Loire, à côté des grandes cultures céréalières et betteravières, se développent des productions qui préfigurent de nouvelles formes d'alimentation. Plusieurs exemples en ont été donnés lors d'une journée organisée début octobre par Dev'Up, l'agence de développement économique régionale. Jetons un coup d'œil sur la carte régionale des aliments innovants.



Quinoa de Berry Graines

Fondé par Marion et Damien Sneessens, sur l'exploitation familiale de Nérondes (Cher), Berry Graines regroupe une quarantaine de producteurs de quinoa et de graines comestibles (lentilles, petit épeautre, pois cassés, pois chiches, lin brun...). L'entreprise a investi dans une machine de tri et de conditionnement en sacs pour l'industrie alimentaire ou en sachets sous la marque « Sa maiesté la Graine ». Près de 1000 tonnes ont été produites cette année, dégageant un chiffre d'affaires de 2,5 millions d'€. Berry Graines innove en proposant des mélanges assaisonnés prêt à consommer et avec un procédé réduisant à 6 minutes la cuisson du quinoa.

Boissons végétales de LSDH

Principal acteur de l'agroalimentaire régional avec 2 000 salariés et 7 sites de production, la Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel (LSDH) poursuit sa croissance sous l'impulsion de son dirigeant Emmanuel Vasseneix. 300 millions d'euros d'investissement sur 3 ans sont programmés avec la création d'une unité d'extraction végétale (amandes, soja, riz, avoine...) à Saint-Denis de l'Hôtel, où est également en construction une nouvelle plateforme logistique d'une capacité de stockage de 14000 palettes. Dans le Maine-et-Loire, à Cholet, LSDH va décupler la capacité de son site de l'Abeille, racheté en 2009, avec la construction d'une nouvelle usine.

Génoises de légumes de N'Bread Process

Inventeur d'une technologie innovante, N'Bread Process transforme les fruits et légumes en génoise croquante ou fondante. Basée en Loir-et-Cher, l'entreprise a lancé un gramme de crackers bio 100% végétaux à base de carottes, poivrons, tomates ou betteraves sous la marque « Jardin à croquer ». D'autres produits pour le petit déjeuner ou le goûter sont en cours de préparation.



Génoises de légumes de N'Bread Process.

Salades préparée par les Crudettes

Filiale du groupe LSDH, les Crudettes détiennent 25% du marché des salades vertes, salades composées et crudités prêtes à consommer. L'entreprise de Châteauneuf-sur-Loire (Loiret) emploie 600 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100,3 Millions €. Les 25 000 tonnes de produits frais sont commercialisées sous sa propre marque ou bien celles de distributeurs

L'entreprise achève de mettre au point un procédé innovant de culture sous serre de salades en aéroponie mobile qui va permettre une production tout au long de l'année, sans utilisation de pesticides ni produits chimiques, tout en réduisant la consommation d'eau de 90%.

Fruits déshydratés de Fruitofood

Utilisant un procédé de séchage sous vide, l'entreprise percheronne Fruitofood parvient à déshydrater des fruits à basse température tout en conservant leurs qualités gustatives. Outre l'eau de fruits récupérée qui est vendu aux industriels de la cosmétique, les produits secs entre dans la composition de nombreuses préparations alimentaires et de thés ou infusions. Fruitofood emploie 25 personnes à La Loupe (Eure-et-Loir). Elle exporte 70 % de sa production et vient de lancer une nouvelle gamme de fruits séchés d'appellation locale sous le label « Origine ».

Glaces équitables des Apprentis Givrés

Adepte des circuits courts et de la valorisation végétale, la plateforme tourangelle de « La Ressourceraie »



Fruits déshydratés de Fruitofood.

élabore des jus, des confitures et des préparations culinaires à partir de fruits et légumes déclassés. Avec l'entreprise « les Apprentis Givrés », elle va utiliser du lait équitable, assurant une juste rémunération du pro-



Glaces équitables des Apprentis Givrés.

ducteur, pour lancer une collection de trois bûches glacées, ainsi que des crèmes glacées distribuées dans les restaurants scolaires sous la marque « les P'tits Écolos ».

B.G

"Aux Déménagements Leroy" région Centre-Val de Loire et toute la France



Nos valeurs : Sécurité, rigueur, qualité, bonne humeur et écoute sont nos priorités pour vous accompagner dans votre mobilité

A.D.L. entreprise familiale de déménagement vous propose différentes activités, telles que : Prestations à la carte pour votre déménagement, monte-meuble avec technicien, garde-meubles (stockage en caisses spécifiques pour courtes moyennes et longues durées, surface individualisée dans un dépôt de 1700 m² sécurisé), location véhicule avec chauffeur, débarras mais aussi une équipe formée au charges lourdes (piano, coffre-fort, etc...). Nous intervenons en région Centre et au niveau national.

Aux Déménagements LEROY

61 rue Andre Boulle 41000 Blois • 02 45 35 01 94 - 07 62 13 33 55

Mail: contact@demenagement-leroy.com Web: www.demenagement-leroy-41.com/

12

ÉCONOMIE



Les mi-lourds de l'économie forment un club

Les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) de la région Centre-Val de Loire viennent de constituer un club pour fédérer un réseau qui emploie 17 000 personnes.

En boxe, on dirait qu'ils tirent dans la catégorie des mi-lourds. Juste entre les poids moyens et les poids lourds. Intermédiaire en somme, comme leur appellation d'Entreprise de Taille Intermédiaire (ETI) le souligne. En économie, depuis la loi de modernisation de 2008, les ETI se placent juste entre les PME (Petites et Moyennes Entreprises) de moins de 250 salariés, et les GE (Grandes Entreprises) de plus de 5 000 salariés. Autant dire que la marche est très haute puisque les ETI couvrent un champ qui va donc de 250 à 4999 salariés très exactement. Peu reconnue, cette catégorie des « intermédiaires » représente pourtant 20% de l'emploi en France et 30% du chiffre d'affaires alors qu'elles ne sont que 5 000 face à la masse des 150 000 PME.

120 ETI en Centre-Val de Loire

C'est précisément pour sortir de cette relative méconnaissance qu'un club des ETI vient de se constituer en Centre-Val de Loire, encouragé par la Région et Dev'Up, son agence de développement. Pour sa réunion fondatrice, le nouveau club avait choisi la ville « intermédiaire » de Blois, à l'occasion d'une journée des Rendez-vous de l'Histoire consacrée à l'économie, et un site auréolé de prestige, celui du château de la ville à l'architecture composite. L'assemblée, pour sa part, était composée des dirigeants d'une vingtaine d'ETI de la région aui en compte 120 au total, mais dont seulement 40 y ont leur siège.

Le choix de Blois était aussi justifié par l'implantation du site de production de cosmétiques Sisley dont le président, Philippe d'Ornano, copréside également le Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire (METI). « Par rapport à l'Allemagne où l'on dénombre 12 000 ETI, les entreprises de taille intermédiaire sont trop peu nombreuses en France et mal identifiées, a-t-il déclaré. Elles représentent pourtant un puissant levier de développement économique pour les territoires ».

Emmanuel Vasseneix, président

Une analyse confirmée par François Bonneau, président de la Région Centre-Val de Loire, qui a rappelé les soutiens financiers apportés aux



La réunion constitutive du Club ETI Centre-Val de Loire s'est tenue au château de Blois lors d'une journée des Rendez-vous de l'Histoire dédiée à l'économie.

projets de recherche, de formation ou d'innovation, et le dispositif d'accélération initié avec Bpifrance.

Parmi les participants à la réunion constitutive, figuraient les représentants de plusieurs entreprises régionales de premier plan comme Pillivuyt (Cher), Vlad (Indre-et-Loire), Sacred (Eure-et-Loir), le groupe Rioland (Indre), Valantur (Loir-et-Cher), ou Groupe Partnaire et Baudin-Châteauneuf (Loiret).

Ils ont procédé à la désignation du bureau du tout nouveau Club ETI Centre-Val de Loire que présidera Emmanuel Vasseneix, l'emblématique dirigeant de la Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel (LSDH). Il s'agit désormais d'étoffer ce réseau régional, de fédérer les entreprises et de porter des projets communs de fond. Bref, d'être bien présents sur le ring de l'économie régionale.

B.G



Le bureau du Club ETI Centre-Val de Loire

Président: Emmanuel Vasseneix (LSDH, Loiret).

Vice-présidents : Sylvie Bernard-Grandjean (Redex, Loiret), Guillaume d'Ocagne (Groupe Dubois, Indre-et-Loire), Huques Triballat (Laiterie H. Triballat, Cher).

Trésorier et secrétaire : Valentin Doligé (Orcom, Loiret).

Membres: Damien Colombot (Baudin Châteauneuf, Loiret), Emmanuel Couraud (Valantur, Indre-et-Loire) et Christophe Ordureau (Groupe Poujoulat, Indre).

120 ETI en région

La région Centre-Val de Loire compte 120 ETI sur son territoire :

- 40 ayant leur siège en région emploient 11 000 salariés ;
- 30 ayant leur siège hors région emploient 52 000 salariés;
- 50 ayant leur siège à l'étranger emploient 104 000 salariés.

Une Entreprise de Taille Intermédiaire (ETI)

- emploie entre 250 à 4 999 salariés;
- réalise un chiffre d'affaires entre 50 millions et 1,5 milliard d'euros

5 000 ETI en France

12 000 en Allemagne

CENTAURE, le leader de la formation à la sécurité routière ouvre son 12ème centre

N°1 de la formation à la conduite sécurité sur site protégé, Centaure se distingue par ses infrastructures et ses équipements au service des conducteurs.

Notre objectif : vous faire vivre le risque routier pour mieux l'éviter. La création des Centres CENTAURE est due à l'initiative des partenaires suivants :

- Groupama Assurances,
- ASFA (Association des Sociétés Françaises d'Autoroutes),
- Caisse des Dépôts et Consignations, ainsi que d'autres partenaires impliqués régionalement.

Depuis 2003, le centre Centaure Île-de-France Sud, situé à Réau en Seine-et-Marne, forme plus de 6 000 stagiaires à l'année.

Dès novembre 2020, un 12^{ème} centre : Centaure Île-de-France Nord, ouvre ses porte dans le département du Val d'Oise à quelques minutes de l'échangeur de la Croix Verte (N1, N104, A16).

Quatre plateaux d'exercices

Deux lignes droites, un virage et une pente pour les exercices pratiques. Dotées d'équipements spéciaux, elles permettent de recréer toutes les situations à risques ou d'accidents rencontrées au quotidien.



Une flotte de plus de 40 de véhicules dont :

Près de 30 voitures Centaure à votre disposition (la moitié du parc équipé en boite de vitesse automatique): en relation permanente par radio avec le formateur, elles sont dotées de tous les équipements nécessaires pour évoluer sur nos pistes en toute sécurité.

La formation préventis Card-Pro (unique formation certifiante post permis)

La formation Préventis Card-pro, sur 2 jours consécutifs sur site Centaure, alterne théorie en salle et pratique sur les plateaux d'exercices. Cette formation est éligible via le CPF. Vous pouvez consulter notre site dédié sur ce sujet :

http://cpf-formation-conduite.fr/ Centaure propose également des formations accessibles à chaque particulier titulaire du permis de conduire sur une journée, des stages de récupération de points sur notre site dédié à la sécurité routière ou encore des stages de perfectionnement moto.

Centaure île-de-France Sud Autoroute A5 - Aire de Galande 77 550 REAU Un standard unique : 01 64 13 75 77



Centaure île-de-France Nord 10, allée des champs 95 270 Belloy-en-France



"Enedis à mes côtés" une application simple et pratique

CONTACTER

Facilement **les services clients**, dépannage ou raccordement d'Enedis. Se géolocaliser et être rapidement mis en relation avec le conseiller qui pourra répondre à votre besoin.

CONNAITRE

Les coupures en cours dans votre secteur et l'heure probable de rétablissement

SE DEPANNER

Grâce à un accompagnement en ligne dans le diagnostic de votre installation pour retrouver l'électricité et bénéficier d'une mise en relation avec le service dépandage si les difficultés persistent

TROUVER

Des solutions et des réponses : premières étapes d'un accordement, une foire aux questions les plus fréquentes.

BENEFICIER

De conseils de prévention lors de travaux à proximité des lignes électriques, perçage, élagage, ou lors de l'utilisation d'un groupe électrogène.





Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Retrouvez-nous sur Internet:











L'ACTU RÉGION



ENTREPRENDRE



Quatre lauréats régionaux et un « Champion » aux prix PÉPITE 2020

La remise des prix PÉPITE 2020 a eu lieu mi-octobre à l'occasion d'un live Facebook depuis Mame à Tours, dans le cadre de la semaine CREATIV, première semaine nationale célébrant l'esprit d'entreprendre des étudiants. Un lauréat Champion et quatre lauréats régionaux ont été récompensés.

Les prix PÉPITE valorisent, sur tout le territoire national, des projets étudiants créatifs et innovants. Ils tendent à encourager l'esprit d'entreprendre auprès des étudiants et renforcer le soutien à la création d'entreprises innovantes en accompagnant le développement de projets qui émergent au sein des Pôles Étudiants Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (PÉPITE).

Le prix PÉPITE récompense des lauréats dans chaque région, ainsi que les meilleurs projets de France (prix Champions).

TOOLPAD, un lauréat « Champion » Made in Centre-Val de Loire...

Un projet de la région Centre-Val de Loire a été reconnu comme Champion et récompensé par un prix de 10 000 euros financé par le Ministère de l'enseignement supérieur et versé par BPI.

TOOLPAD, se présente comme le nouveau périphérique USB indispensable pour implémenter les écrans tactiles. C'est un projet fondé par 3 étudiants à l'Université de Tours (Polytech Tours): Alexandre Fauchard, Adrian Guery et Justin Martin.

Le ToollPad Néo® est un outil d'inclusion numérique qui permet à une personne n'ayant jamais ou très peu utilisé un ordinateur, d'accéder aisément et intuitivement à de nombreuses fonctionnalités (ex: mail, Skype, Internet, fichiers, rédaction de documents, jeux...) et de devenir rapidement autonome dans ses démarches.

ToolPad a réalisé plusieurs prototypes qui lui ont permis de gagner plusieurs prix, dont 2 médailles d'Or au concours Lépine 2019, le grand lauréat du prix Smart-City d'Outscale by Dassault Systems, et d'avoir des retours de potentiels clients. https://www.toolpad.fr/

1111p3.77 w w w.100lpdd.117

Il fait partie des 29 projets récompensés au niveau national par le prix « Champion ».

...et quatre lauréats au niveau régional

Quatre projets régionaux ont également été récompensés et se sont vu remettre un prix de 1 000 euros et un accompagnement spécifique par PÉPITE Centre-Val de Loire :

App Com

Théo Guidoux, de l'INSA Centre-Val de Loire, Campus de Bourges, a développé AppCom pour que chacun



ait l'information municipale à portée de main.

AppCom est un système de communication qui permet aux communes d'envoyer des informations directement aux habitants grâce à une application mobile, que ce soient des articles, des notifications, des alertes. Son objectif est de dynamiser la commune par la digitalisation avec des outils modernes et innovants. Plusieurs communes font déjà confiance à AppCom...

https://appcom.xyz/

Econeaum

Vincent Turin, de l'Université d'Orléans (Polytech Orléans), a conçu éconeaum, pour des douches plus écologiques.

Econeaum promet de rendre plus écologiques et économiques les moments de détente sous l'eau grâce à un système de circuit fermé qui pompe, filtre et réchauffe l'eau à l'infini. Ce système est contenu dans un boîtier adaptable aussi bien aux douches qu'aux baignoires, sans travaux.

Nektar

Camille Justeau, docteure en électronique à l'Université de Tours, souhaite essaimer l'innovation responsable grâce à Nektar.

Son cabinet de conseil accompagne et soutient les structures dans leur transition écologique pour réaliser des projets à impact positif grâce une méthodologie de questionnement du besoin et de mise en place de solutions techniques ou organisationnelles résilientes et durables.

Nektar souhaite également sensibiliser les futures générations en intervenant auprès des étudiants.

Smart Borne

Kenny Marcel Nyamugabo, étudiant en psychologie à l'Université de Tours,

est lauréat 2019 du concours Créa Campus pour Smart Borne, la solution digitale interactive de tri sélectif clé en main pour les déchets de boissons quels qu'ils soient. Chaque déchet inséré se transforme en points qui peuvent ensuite être échangés dans des commerces contre des offres ou permettre de faire un don à une association.

Smart Borne souhaite ainsi sensibiliser les consommateurs aux solutions de collecte tout en promouvant l'économie sociale et solidaire. https://smart-borne.fr/

Depuis 2014, Pépite Centre-Val de Loire est l'un des 33 pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat sélectionnés et labellisés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Pépite Centre-Val de Loire s'est fixé

3 missions: sensibiliser à l'entrepre-

neuriat, former à l'entrepreneuriat, accompagner les porteurs de projet «réel » qui vont prendre le SNEE (statut national étudiant entrepreneur). Les membres fondateurs de Pépite Centre-Val de Loire sont l'Université de Tours, l'Université d'Orléans, l'IN-SA Centre-Val de Loire, mais le pôle travaille pour tous les étudiants de l'enseignement supérieur en région Centre-Val de Loire (écoles Arts et design, écoles de management...). Les partenaires institutionnels sont le Conseil Régional et BPI. De nombreux

dispositif.
Depuis 2015, PEPITE Centre-Val de Loire a accompagné 455 étudiants entrepreneurs.

partenaires publics et privés sou-

tiennent et participent également au



Employeur de Sapeur-Pompier Volontaire : une relation gagnant-gagnant



Le volontariat est au cœur du modèle de sécurité civile français, reposant sur l'engagement de citoyens qui consacrent une partie de leur vie à aider les autres. Être sapeur-pompier volontaire (SPV) et exercer une activité professionnelle n'est pas incompatible. En accord avec l'employeur, il est possible d'allier les deux activités. Mais quels sont les outils et avantages offerts aux employeurs qui emploient un SPV ? Rencontre avec Michel Gougou, responsable de la promotion du volontariat au SDIS du Loiret

Vous êtes Conseiller en Développement et Promotion du Volontariat au sein du SDIS du Loiret, pouvez-vous nous expliquer votre parcours et les missions du SDIS ?

« J'ai intégré le SDIS il y a deux ans après avoir exercé plus de 32 ans dans le monde de l'industrie en qualité de cadre. Je suis Sapeur-Pompier volontaire depuis l'âge de 18 ans et j'ai concilié ces deux activités passionnantes en parallèle de ma vie de famille et de mon activité professionnelle.

Le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) du Loiret est un établissement public, juridiquement autonome avec une véritable culture d'entreprise, placé sous une double autorité : celle du Préfet pour la mise en œuvre opérationnelle et celle du Président du Conseil d'Administration (de droit le Président du Conseil Départemental, Marc Gaudet pour le Loiret) pour la gestion administrative et financière. Il est Financé par les contributions obligatoires des communes & EPCI et principalement par le conseil départemental. Avec un budget global en 2019 de 65,5 millions d'euros, le coût moyen par habitant était l'an passé de 76,8 €.

Dans le Loiret, cela représente 411 Sapeurs-Pompiers Professionnels, 1 983 Sapeurs-Pompiers Volontaires et 106 Personnels Administratifs et Techniques. Nous effectuons plus de 42 000 interventions par an soit une toutes les 12 mn.

Quelles sont les missions des sapeurs-pompiers ?

Les secours d'urgence et le transport des personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes, la protection des personnes, des biens et de l'environnement mais aussi la prévention des risques et la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours.

En d'autres mots, prévenir les dangers et porter secours aux quelques 675 000 Loirétains et aux plus de 23 000 entreprises implantées sur notre territoire. Lorsque vous composez le 18 ou le 112, votre appel est pris en compte par un opérateur sur le site de l'État-Major. Afin qu'en tout point du territoire



Michel Gougou.

les secours puissent être projetés et selon la nature et la localisation de l'intervention, nos Sapeurs-Pompiers Professionnels et Volontaires interviennent.

Des professionnels et des volontaires ?

Oui, pour la population tout ceci est transparent, il n'est pas marqué « Professionnel ou Volontaire » dans le dos des Sapeurs-Pompiers, mais bien, « Sapeurs-Pompiers du Loiret » et tous sont formés afin d'intervenir au plus près et au plus vite. Des professionnels, là où la récurrence est la plus forte et donc principalement en zone urbaine (Orléans, Montargis, Pithiviers et Gien) et des volontaires en milieu rural, là où la sollicitation est plus faible (d'une fois par jour à une fois par semaine). Pour autant 46% des interventions sont assurées par nos volontaires et cette solution correspond au modèle de sécurité civil français considéré comme économiquement le plus viable et efficient tant pour les financeurs que les bénéficiaires que nous sommes tous.

Et cela fonctionne bien?

Oui mais cela est perfectible car les mentalités, comme notre société, évoluent. Nous devons aujourd'hui convaincre les employeurs publics comme privés que si ce modèle économique est viable, il convient que chacun y participe. Nous connaissons un pic d'activité sur l'ensemble du territoire de 8 h à 18 h et malheureusement celui-ci s'oppose à la disponibilité de nos volontaires qui (et c'est bien normal) sont au travail.

Alors dans certains secteurs, il n'y a pas de pompiers dans la journée ?

Non, et les délais d'intervention peuvent être plus longs car il nous faudra projeter dans certains cas des effectifs d'une autre caserne. C'est pour cela que nous proposons aux employeurs de contractualiser avec le SDIS. C'est une véritable plusvalue pour l'entreprise. Le Sapeur-Pompier véhicule des valeurs que l'entreprise recherche, telles l'envie, la cohésion, le travail en équipe, le goût de l'effort, la culture du risque, la prévention!

En calibrant ensemble, les modalités de mise à disposition, l'entreprise gère la disponibilité de ses salariés. Nos conventions sont flexibles et sur mesure, c'est toujours l'employeur qui pilote et décide.

Parce que l'engagement des Secours les plus proches sera toujours plus favorable pour faire face à une détresse vitale ou à un début de sinistre, nous avons besoin de cultiver les partenariats « Employeurs / Sapeurs-Pompiers Volontaires », notamment en secteur rural et périurbain

Parce que la vie n'a pas de prix, mais que les secours ont un coût, le modèle de sécurité civile français repose sur la mixité sapeurs-pompiers professionnels et sapeurs-pompiers volontaires afin d'offrir une réponse opérationnelle la plus adaptée.

Quels sont les avantages pour l'entreprise ?

Ils sont nombreux : employer un salarié qui exerce des missions de sapeur-pompier volontaire est une véritable plus-value pour un chef d'entreprise :

• Un technicien du secourisme et de la sécurité à portée de main.

Un personnel responsable et engagé.

- Un engagement civique et social pour votre entreprise.
- Des outils et des avantages fiscaux offerts au réseau d'employeurs.

Un label « Employeur partenaire », pour informer vos clients et fournisseurs.

• Un engagement qui s'inscrit également dans une démarche de RSE.

Comment mettre en place ce type de convention?

D'une manière très simple, je viens présenter au chef d'entreprise les bases d'une collaboration dynamique pour tous et selon nos accords, nous présentons ensuite aux salariés intéressés ou déjà sapeur-pompier volontaire les possibilités de mise en œuvre.»

Contact: michel.gougou@sdis45.fr Tél. 06 32 63 24 64



L'ACTU RÉGION



DÉCRYPTAGE ÉCONOMIQUE



L'activité partielle de longue durée pour éviter le pire

Inscrite au plan de relance, l'activité partielle de longue durée a pour objectif de préserver les emplois et les compétences. Plus avantageuse que le chômage partiel « classique », elle monte en puissance en Centre-Val de Loire.

À la mi-octobre, le nombre de demande d'activité partielle de longue durée (APLD) a progressé de façon significative en Centre-Val de Loire. « On est passé de 5 à 60 dossiers en une dizaine de jours, a constaté Pierre Garcia, le directeur régional de la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi). C'est le signe d'une incertitude des entreprises face à la crainte d'une reprise de la pandémie. L'activité partielle de longue durée permet de mieux préserver l'emploi et les compétences », estime-t-il.

Un dispositif méconnue

Opérationnelle depuis le 1er juillet dans le cadre du plan de relance, l'APLD est encore peu connue des employeurs et c'est la raison pour laquelle des ateliers de présentation et des « webinaires » sont organisés par la Direccte. « Ce nouveau dispositif s'avère plus avantageux, aussi bien pour l'employeur, avec une prise en charge des salaires bruts qui passe de 36% à 70%, que pour le salarié dont le salaire est pris en charge à 70% contre 60% avec l'activité partielle classique », explique Pierre Garcia. L'APLD peut aussi s'étendre sur période pouvant aller jusqu'à 24 mois contre 6 mois dans le système précédent.

1 500 dossiers de formation

L'APLD intègre en outre l'obligation pour l'employeur d'instaurer des formations permettant aux salariés d'enrichir leurs compétences et dont les coûts sont pris en charge à hauteur de 80%. Imposée également pour l'activité partielle « classique », les demandes de formation ont littéralement explosé cette année avec 1 500 entreprises demandeuses pour 7 000 salariés alors qu'il y avait eu un seul contrat FNE (Fonds National de l'Emploi) l'an dernier en région. « 750 entreprises ont engagé ces formations pour faire monter en compétence leurs collaborateurs », ajoute Pierre Gar-

Pic de chômage partiel en avril

Concernant l'activité partielle « de droit commun », Depuis le début de la pandémie près de 50 000 entreprises ont déposé une demande



Le site de Saint-Gobain à Sully-sur-Loire produit des vitrages pour l'aéronautique civil et militaire (Photo Laurent Blossier, Saint-Gobain).

d'activité partielle pour 489 000 postes. Le pic a été atteint en avril avec 27 615 demandes.

Le recours massif à l'activité partielle a évité le recours aux PSE (Plans de Sauvegarde de l'Emploi) qui sont resté limités avec 16 dossiers déposés concernant environ 2 000 emplois. Il y a néanmoins eu beaucoup de licenciements économiques hors PSE qui ne s'applique qu'aux entreprises de plus

de 50 salariés à partir de 10 emplois supprimés. À l'instar du virus qui l'a provoquée la destruction d'emploi aussi est insidieuse.

 $B \subseteq$



Un accord à l'étude à Saint-Gobain Sully

Spécialisée dans le vitrage des avions et hélicoptères civils et militaires, l'usine Saint-Gobain de Sully-sur-Loire subit les effets de la crise du transport aérien provoquée par la pandémie. Le ralentissement de l'activité s'est traduit par une réduction important du nombre d'intérimaires, une quinzaine actuellement contre 125 en début d'année, de façon à ne pas affecter l'effectif permanent de 460 salariés.

Un accord d'activité à temps partiel de longue durée est toutefois en cours de négociation avec les partenaires sociaux pour l'ensemble du site. « Il permettrait un ajustement de la présence des ouvriers sur certains ateliers le vendredi ou le lundi, explique Jean-Éric Vermont, directeur général de Saint-Gobain Sully. Cela concernera une quinzaine de postes, déterminés chaque

semaine en fonction de la spécificité des commandes, pour 20% de leur temps de travail en moyenne. »

L'accord devrait être signé début novembre pour une période de 12 mois, éventuellement renouvelable. Un retour à meilleure fortune du marché aéronautique est espéré à partir de 2023, sachant qu'il faut s'y préparer deux ou trois ans à l'avance.

« Ce dispositif va nous permettre de passer le creux de la vague en restant opérationnel pour la reprise, commente Jean-Éric Vermont. Il n'était pas question de sacrifier des compétences qui sont précieuses dans nos métiers ». Le temps de formation imposé par l'accord sera d'ailleurs utilisé pour développer les polycompétences des collaborateurs entre les différents postes de travail et les technologies mises en œuvre.

L'ACTU RÉGION



DÉCRYPTAGE ÉCONOMIQUE



4 000 euros pour embaucher un jeune

Le volet offensif du plan de relance comprend des dispositions importantes pour favoriser l'embauche des jeunes de moins de 25 ans. Explications et témoignage.

700 000 jeunes français sont arrivés sur le marché du travail en septembre et tous ne trouveront pas un emploi facilement en raison d'une conjoncture économique déprimée et aggravée par la crise sanitaire. En Centre-Val de Loire, une augmentation de 9,6% du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans avait déjà été noté à la fin août. « Depuis, on observe une reprise de l'intérim ce qui pourrait indiquer que les emplois détruits par la crise sont recréés sous une forme précaire » analysait Pierre Garcia, le directeur régional de la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) lors d'un point avec la presse.

Décret du 5 août

Le plan de relance présenté par le gouvernement vise à combattre les effets dévastateurs de la crise sanitaire sous deux axes. « Un axe défensif avec les mesures de chômage partiel et d'allègement de charge pour éviter les licenciements, explique Pierre Garcia, et un axe offensif avec un ensemble de mesures favorisant l'embauche des jeunes ».

Le dispositif d'aide à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans a fait l'objet d'un décret en date du 5 août 2020 qui en précise les modalités. Le montant financier apparaît substantiel puisqu'il s'élève à 4000 € par salarié embauché.

Des conditions explicites

Son attribution est néanmoins assortie de conditions précises : il doit s'agir d'embauches en CDI, ou en CDD d'au moins 3 mois, dont la rémunération est inférieure ou égale à deux fois le SMIC horaire (20,30 € bruts). Les contrats, qui ne s'appliquent pas aux administrations, collectivités locales et particuliers employeurs, doivent être signés avant le 31 janvier 2021. Le montant de l'aide, versée à raison de 1000 euros par trimestre, est proratisé en fonction du temps de travail et de la durée effective du contrat. Le salarié doit être maintenu dans les

effectifs pendant au moins 3 mois à compter du 1er jour du contrat.

Des conditions certes exigeantes

mais nécessaires pour éviter les effets pervers des « chasseurs de prime ». $R \subseteq$

Témoignage

« L'aide financière permet de mieux former nos chargés de clientèle.» À Blois la plateforme téléphonique Sitel recrute des chargés de clientèle dont une trentaine seront embauchés via les mesures du plan de

Le centre d'appel Sitel, autrefois Acticall, de Blois a un besoin permanent de recrutement en raison du «turn-over» important des métiers de téléconseillers. « Nous recrutons près de 200 de personnes chaque année pour notre site qui emploie environ 450 personnes », précise Alexandra Nouvellon, responsable ressources humaines. Sur ce nombre, une trentaine seront embauchés grâce aux dispositions du plan de relance en faveur de l'emploi des

« Soyons francs, la prime de 4 000 € est un argument non-négligeable, reconnaît Alexandra Nouvellon. Cette aide nous permet de consacrer plus de temps à la formation de jeunes novices afin de les faire monter en compétences ».

Une dizaine ont déjà été recrutés via le dispositif d'État en septembre et octobre, d'autres le seront dans les prochaines semaines sachant que les périodes de fin d'année correspondent à des périodes de forte activité pour les clients de Sitel comme les mutuelles, les banques ou les fabricants de robots culinaires.

« Cette mesure ouvre aussi notre recrutement à des profils différents en termes d'aptitude et de compétences, ajoute Alexandra Nouvellon. Mais elle ne sera pas suffisante pour satisfaire l'ensemble de nos besoins même si elle apporte un peu plus de confort dans une année difficile ».



































CRÉATION D'ENTREPRISE Les atouts séduction du Val de Loire



Développer le tissu économique est de longue date une mission des collectivités locales et territoriales. Depuis que la Loi NOTRe a redistribué les rôles, ces dernières coordonnent leurs efforts et semblent « jouer collectif ». Les créateurs et repreneurs d'entreprises trouvent ainsi plus facilement l'interlocuteur idoine : la région a son agence, les communautés de communes leurs développeurs. Ce qui n'empêche pas la multiplicité des aides et des dispositifs, pour lesquels beaucoup notent encore un manque d'harmonisation.

Pour attirer les créateurs, les territoires cultivent une image bien marketée, outil de séduction que porte parfois une marque comme la Sologne, ou un label de compétitivité comme la Cosmletic Valley ou Aérocentre. Pour monter dans le train de l'industrie 4.0, les territoires entre Berry et Montargois, jouent la carte du potentiel de main d'œuvre qualifiée. Reste à faire venir les cadres. Comme pour les médecins que l'on voudrait voir peupler nos campagnes, l'APEC table sur l'environnement, la culture, les écoles et ce qu'elle appelle « l'écosystème ».

Autant d'arguments que cultivent les collectivités compétentes qui désormais chassent en meute. Quels sont ces arguments ? C'est le fond de ce dossier.

Dev'Up joue collectif en région Centre-Val de Loire

En février 2015, la loi NOTRe est promulguée. Elle confie de nouvelles compétences aux régions et redéfinit celles attribuées aux collectivités territoriales. Deux ans plus tard naît Dev'Up, l'agence de développement économique de la Région Centre-Val de Loire.

Jean-Louis Garcia est le directeur général : « On travaille avec l'ensemble des territoires, dit-il. La solidarité dans la démarche d'attractivité est essentielle. Rien ne doit se faire au détriment du voisin. Il faut iouer collectif ». Cela commence par la mutualisation des démarches de prospection des territoires. Fini le temps où chacun payait son propre consultant. Les coûts et les contacts sont partagés. Étonnement, les territoires ont accepté la démarche. Sans doute parce qu'elle est guidée par un collectif avec des acteurs comme les départements, les métropoles, communautés de communes, chambres consulaires, pôles de compétitivité, BPI, ADEME et partenaires institutionnels du développement économique.

Quand une entreprise cherche à s'installer ou grandir, c'est tout un réseau qui se met en chasse de terrains, de locaux et de personnels



Jean-Louis Garcia, directeur général Dev'Up.

qualifiés. « On est ainsi en mesure de lui proposer plusieurs options en Région, ce qui permet à l'entreprise de choisir, plutôt que d'aller chercher mieux ailleurs ».



Jacques Martinet, conseiller régional et VP de Dev'Up.

Cela se fait avec « Setting-up », une offre commune de disponibilités immobilières. Avec aussi la centaine « d'ambassad-up », chefs d'entreprises qui mobilisent leurs réseaux pour attirer et accueillir les autres postulantes. « Ils nous alertent aussi sur les demandes que nous n'aurions pas vues ». Car il n'est pas question de laisser passer la moindre chance. Jacques Martinet, conseiller régional et VP de Dev'Up en fait une priorité : « Je vois les élus de tout le territoire, dit-il. Ce n'est pas les uns contre les autres, mais bien avec les autres, pour un partage d'informations et de terrains. Le pire, en ne jouant pas collectif, serait de prendre le risque de laisser partir une entreprise dans une autre région, voire hors de France ».

Cohérence avec l'image d'un territoire

Yvan Saumet, le patron de la CCI 41, relativise: « Il y a moins d'implantation exogène qu'on le pense, dit-il. Il y a parfois des transferts de territoire, mais 95% des implantations de nouvelles entités sont des agrandissements ou des créations nouvelles sur le même territoire. Des LVMH à





Vendôme, c'est une fois tous les 50 ans ».

En l'occurrence, Vendôme c'est à la fois le TGV mais aussi un nom prestigieux, en cohérence avec la recherche que mène LVMH et sa création d'ateliers de confections

Comme on peut vendre la marque Sologne pour des produits de transformation issus de la chasse, les entreprises trouvent souvent une cohérence avec leur territoire.

Le potentiel du bassin de vie, c'est aussi sa capacité à trouver des collaborateurs, exécutants ou encadrants. Ajoutons le réseau de grappes d'entreprises. Le cluster agroalimentaire de Contres en est l'exemple, avec une cellule qui accompagne et facilite l'émergence de projets. Idem pour la Cosmetic

Ajoutons qu'il peut suffire qu'une personne dirigeante ait une résidence secondaire pour implanter une usine. On se souvient de la naissance du Pôle pharma au Nord du Loiret dans les années 60. Plus près de nous l'implantation de Matra en Sologne et Lagardère qui y avait ses habitudes.

Aioutons les terrains et les locaux disponibles. « De l'importance d'avoir du foncier », poursuit Yvan Saumet. « Aujourd'hui, la loi protège, et c'est bien, l'agriculture. La loi sur l'eau et les corridors écologiques s'invitent aussi. Les terrains doivent enfin être purgés des fouilles archéologiques, et le coût de ces opérations est souvent disqualifiant ».

Si les entreprises sont moins consommatrices de terrain, elles réagissent sur des temps de plus en plus courts. Les EPCI ont appris à construire en un an, on l'a vu pour la maroquinerie Rioland à Luçay-le-Mâle (Indre 36). Mais avoir le terrain ne suffit pas. Il faut aussi des élus politiques et économiques qui croient au projet.

Le Controis fait de la diversité une chance

« Dans ce jeu, entre compétition et bien-être collectif, il faut faire comprendre aux territoires quels sont leurs atouts; car ils en ont tous », rappelle J.-Louis Garcia.

Exemple criant dans le territoire Controis, en Loir-et-Cher. Chez Jean-Luc Brault, président de la communauté de communes, la décision fut prise, il y a vingt-cinq ans, de miser sur l'agroalimentaire qui montrait alors des signes avant-coureurs de développement. Depuis, Max Vauché, Marco-Polo Foods, St-Michel, des exploitations maraichères, et même un incubateur : Food Val de Loire pour les Start'up du secteur, ont vu le jour. De 700 salariés il y a vingt ans, l'intercommunalité en compte plus de 3 500 aujourd'hui!

À Contres justement, depuis 10 ans Condigraine collecte, stocke et commercialise des semences. Cette PME très spécialisée travaille avec les agriculteurs pour répondre notamment à la demande de l'agro pharmacie, à la recherche de graines très particulières, riches en protéines ou molécules particulières. Elle réalise ainsi 75% de son chiffre d'affaires à l'export ; et c'est ici, dans une région agricole à la croisée des autoroutes, aue partent les produits chez les industriels espagnols et portugais, italiens ou hollandais.

À l'heure où l'entreprise va investir près de 400 000 € dans une seconde ligne de conditionnement et dans un laboratoire de recherche, son dirigeant François Bigot ne s'est pas posé beaucoup de questions, tout au plus celle du terrain. C'est un espace viabilisé qu'il choisira, de la CCI, ou de la com.com. « On n'a pas le temps de le faire nous-même», explique François Bigot. À 15 €/m² viabilisé, le prix n'est plus vraiment un frein. « Même si, ajoute-t-il, ce que l'on n'investit pas dans le terrain, c'est autant que l'on mettra dans les machines ».







Oui, la France rurale attire!

« Les acteurs institutionnels et politiques se bougent beaucoup en région Centre », reconnaît Line Chamton, directrice du Réseau Entreprendre Loir-et-Berry. Si les mesures sont nombreuses, elle regrette tout de même un manque d'harmonisation des dispositifs. « Parfois sur un même département, les aides des communautés de communes ne sont pas ajustées. Il faut connaître les dispositifs de chacune d'elles ».

Harmonisation des aides des territoires, oui mais tous ne sont pas aussi riches! Dreux ou Nogent le Rotrou, ont une farouche volonté de maintenir les emplois et d'en faire venir de nouveaux. La communication du Berry et du Cher est impressionnante. Nombreux sont les entrepreneurs qui y viennent. Ce qui les attire ? Une identité forte de territoire de France rurale. Des valeurs d'encrage territorial.

Gian Marco Amendola, a franchi le pas et ouvert un restaurant KFC à Bourges « Autrefois parisien, je voulais ouvrir mon établissement. L'offre m'a été faite par cette franchise ». Gian Marco a été accompagné



Gian Marco Amendola à droite

par un autre restaurateur, Christophe Rémy, membre du réseau Entreprendre. Il a depuis racheté la brasserie « Au bureau » au centre de la ville. « Une ville à taille humaine, verte et très nature, dit-il. Ca a matché tout de suite. J'y ai trouvé mon équilibre avec ma femme et mes trois enfants ». Gian Marco est même devenu membre du Basket Club de Bourges!

Attirer les cadres dans un écosystème

Si 85% des cadres franciliens veulent quitter Paris, 8 %, seulement, veulent rejoindre la Région Centre. « Mais 8% des 3,5 millions de cadres, ca fait déjà beaucoup », explique Anthony Fumar, directeur de l'APEC Région Centre. L'Agence pour l'emploi des cadres a donc expliqué aux dirigeants qu'il convenait d'avoir une approche marketing du recrutement. Communiquer sur l'intérêt d'un choix structurant : distanciation et qualité de vie, au-delà du contenu du seul métier. Qui sont mes collègues, quel est l'écosystème de mon entreprise ? Exemple à Issoudun, quand Safran reçoit un candidat ingénieur R&D, les entretiens débutent en parlant des concurrents, MBDA, NEXTER ou Thalès. « Ça met le candidat en confiance, explique Anthony Fumar. Avant on avait peur de se faire piquer les candidats par ces entreprises ». L'attractivité d'un territoire, c'est aussi l'écosystème.

Le Loir-et-Cher doit renforcer

et promouvoir son attractivité », déclarait Nicolas Perruchot, président du conseil départemental. D'où la création en juillet dernier, de l'agence d'attractivité du Loiret-Cher. Karine Gourault en est la directrice: « Il faut donner envie de venir en Loir-et-Cher, en renforçant la fierté des habitants ». À partir du 19 novembre, avec l'APEC, l'agence commercialisera son premier JobPack Loir-et-Cher, Cet outil développé par Isabelle de Bussac au Lab'O d'Orléans, est une sorte de box d'accueil qui contient des produits et de bonnes adresses, loisirs, gastronomie, hébergement et patrimoine, ticket de tram et entrées gratuites. Pour montrer le territoire sous son plus beau jour, le JobPack est envoyé aux candidats en dernière étape de recrutement. L'accompagnement du nouveau salarié sera ensuite assuré par des « welcomers »; des habitants convaincus. « Ces welcomers sont formés, explique Karine, ils parlent de leur expérience avec leur entreprise, les crèches et les salles de sport, mais aussi les bons coins à champignons ». Ainsi se développera la communauté des nouveaux

La métropole d'Orléans et Loiret Orléans Éco ont également adhéré au principe. « L'objectif, explique Béatrice Laidin, en charge du Marketing territorial, est que les investisseurs que l'on reçoit, puissent venir quand ils le veulent à Orléans en famille ou entre amis, et soient reçus de facon privilégiée pour découvrir la ville qui pourrait les accueillir à terme ».

La box est proposée à tous les recruteurs, institutionnels, entreprises, collectivités et chambres consulaires, pour montrer le territoire sous son plus beau jour.









Initiative Loiret, un moyen au service des porteurs de projet loirétains



Initiative Loiret soutient les créateurs ou repreneurs d'entreprise en leur octroyant une aide financière après examen de leur projet. Rencontre avec le président de la structure, Rodolphe Ouf.

Initiative Loiret porte bien son nom: l'association a pour but d'accompagner les initiatives des porteurs de projets loirétains. Création, reprise, croissance, peu importe du moment que le projet semble viable aux yeux du comité qui va l'instruire. Le Loiret compte quatre comités : Gien, Montargis, Orléans et Pithiviers. Initiative Loiret assure un véritable maillage du territoire. « Les projets nous sont envoyés par un certain nombre de partenaires, expose Rodolphe Ouf, président de la structure. Mondes consulaire, associatif (comme la BGE et France Active), experts-comptables (les plus importants pourvoyeurs de dossiers)... Nous n'entrons pas en concurrence avec ces organismes, ni avec les établissements bancaires. Nous finançons une partie du projet, nous proposons un prêt complémentaire. Notre aide se présente sous la forme d'un prêt à la personne qui entre dans les fonds propres du projet. Cela a un effet démultiplicateur auprès des organismes bancaires et notre accord de financement est souvent un élément déclencheur pour les banques. Nos comités (composés de banquiers, chefs d'entreprises, d'experts-comptables, avocats, assureurs...) sont animés par des gens dont l'expérience semble reconnue!»

Déceler les forces et les faiblesses d'un projet Le comité examine un projet formaté, « ce qui évite les distorsions sur la manière dont le projet est présenté. C'est un grand moment pour le créateur ou le repreneur. » Un grand moment également pour le comité qui reçoit douze candidats sur la matinée. Des candidats qu'il faut « d'abord mettre à l'aise. Une partie de leur avenir se joue là. Nous devons nous adapter rapidement à leur projet et tout aussi rapidement en déceler les points de force et de faiblesse. Nous sommes là pour accompagner les gens vers la réussite. Nous avons une responsabilité sociale envers eux. Si nous avons un doute sur la réussite potentielle du créateur, notre responsabilité est de ne pas l'envoyer dans le mur. »

Le dialogue est rapide et intense. « Nous prenons des positions sur certains points du dossier. Nous ne demandons pas aux candidats de savoir expliquer un prévisionnel, un plan de trésorerie ou de financement mais ils doivent s'approprier un minimum les chiffres. On parle vraiment avec les gens de leur activité, de l'environnement concurrentiel, de leur manière de travailler. Nous n'avons pas la prétention de tout savoir, nous ne connaîtrons jamais mieux la valeur d'un projet que le porteur lui-même. Nous attendons d'être convaincus. Et si nous ne le sommes pas à l'issue de la réunion, nos remarques peuvent permettre à la personne de modifier son projet avant de se lancer. »

La décision est annoncée à l'issue de la réunion. En cas de réponse positive, certains porteurs de projet demandent à avoir un parrain qu'ils rencontreront quatre fois par an minimum. Parfois, le prêt ne leur sera attribué que sous cette condition. En moyenne, 82 % des dossiers présentés à Initiative Loiret recoivent une aide de l'organisme. L'accompagnement peut s'effectuer sur deux, trois voire quatre ans.



Nous ne connaîtrons jamais mieux la valeur d'un projet que le porteur lui-même mais nous attendons d'être convaincus

Initiative Loiret a traité plus de 240 dossiers en 2019 et espère, malgré la conjoncture, en étudier autant en 2020. « Je suis fier de toutes les entreprises que nous avons pu accompagner, commente Rodolphe Ouf. Initiative Loiret est un moyen à disposition des créateurs, une étape dans leur parcours... »

Initiative Loiret

13 rue Fernand Rabier - 45000 Orléans 02 38 21 18 35 Retrouvez les informations sur www.initiative-loiret.fr

Les prêts à taux zéro attribués par Initiative Loiret :

- prêt d'honneur
- prêt transition (pour aider une entreprise existante rencontrant une difficulté conjoncturelle)
- prêt croissance
- prêt agricole
- prêt remarquable



Salbris, à fleurets mouchetés

La compétition entre les communes telle qu'on l'a connue ces trente dernières années est terminée. Les subventions et « facilités » à l'installation existent toujours, mais sont moins prégnantes qu'autrefois. Les mentalités ont évolué, les règles fiscales aussi. Ajoutons la crise sanitaire que l'on vit ; elle introduit des critères de sélection oubliés car trop évidents: campagne, bien-être, immobilier et proximité de Paris...

Le télétravail est une conséquence criante du COVID19, qui induit, on le constate chaque jour, une attention nouvelle à la qualité de vie et à l'environnement. Salbris a bien entendu sa carte à jouer sur ce reaistre. Son maire Alexandre Avril en est convaincu. La proximité de Paris redevient un critère de choix pour se rendre une à deux fois par semaine au bureau, et non plus partir en week-end. « La logistique elle aussi prend, et prendra, j'en suis sûr, plus de place encore ; car la société de services et de livraison à domicile est désormais ancrée



Alexandre Avril, maire de Salbris.

dans nos mœurs. J'ajoute bien sûr la fibre, devenue indispensable à la tenue de tout webinaire ».

« Je suis le VRP de ma commune »

Si les maires semblent avoir enter-

ré la hache de guerre, ils gardent tout de même leurs arguments très affûtés. « Nous avons 88 commerces à Salbris, quand Lamotte n'en compte qu'une soixantaine », glisse discrètement Alexandre Avril. « Les commerces sont l'un des baromètres d'une collectivité, insiste le maire, comme les associations, et la beauté du site ». Alors dès qu'un dirigeant s'intéresse à Salbris, c'est le maire en personne qui joue les VRP. Il saisit le trousseau de clefs des bâtiments et des ZA disponibles, et fait faire le tour du propriétaire.

À Salbris, les sites ne manquent pas, et les bonnes nouvelles non plus d'ailleurs. Le site GIAT, ancien terrain de fabrication d'armement, propriété du département, cherche un ou des repreneurs depuis plus de trente ans. Aujourd'hui, le constructeur de bâtiments logistiques Baytree, s'est positionné pour occuper vingt des quatre-vingts hectares disponibles, et devrait ainsi créer une centaine d'emplois.

Le suédois NEFAB, qui fabrique à

Salbris depuis trente ans des emballages pour l'industrie, va prochainement s'étendre et construire son usine 4.0! Enfin, le sort de l'ancienne friche Matra est semble-t-il en train de se celer. Il pourrait être repris en totalité pour faire naître un nouveau projet industriel. « C'est un travail de chaque instant, insiste Alexandre Avril. Le programme gouvernemental "Territoires d'industrie", devrait nous aider à reconquérir ces emplois et la vigueur en Sologne. Une Sologne qui vit toutefois avec quelques fleurons comme Mecasup ou Rafaut qui assurent l'image industrielle de la contrée, pourtant estampillée territoire de chasse... Cette image duelle est même plutôt flatteuse, reconnaît Alexandre Avril, à condition que l'on reflète l'image d'une industrie moderne, de précision et propre. Pourquoi pas un territoire à énergie positive ».

Comment réussir son lancement et gagner rapidement la confiance de ses premiers clients?

Augmenter la performance en musclant son discours commercial c'est la promesse d'Alain Guittet directeur du centre BOOSTER ACADEMY.

Convaincu que la capacité d'une entreprise à se développer tient en grande partie de sa force commerciale, le réseau Booster Academy propose aux chefs d'entreprises et aux salariés des formations 100% sur-mesure pour améliorer leur performance commerciale.

Après 30 ans d'expérience dans le domaine de la vente en B-to-B puis associé et directeur général d'une entreprise de formation en santé et sécurité au travail, Alain Guittet a créé son entreprise en 2018 en développant la franchise Booster Academy en Val de Loire.

PUBLI

L'objectif ? Faire monter en compétences, progressivement et durablement les forces commerciales d'une entreprise. Alain Guittet accompagne toutes les personnes qui portent la vente dans l'entreprise et qui sont en contact avec les clients : dirigeants et créateurs mais aussi commerciaux, vendeurs, assistants ou techniciens.

Et dans une création d'entreprise, le premier commercial, c'est le dirigeant. L'enjeu est alors maximal puisque tout repose sur ses premières réussites commerciales.



Animation d'un atelier à la CCI de Blois.

Seules des bonnes pratiques et des méthodes efficaces permettront des résultats rapides et immédiats. La pédagogie utilisée par Alain Guittet s'appuie sur une méthodologie orientée plaisir et retour sur investissement immédiat, avec un parcours de formation:

100 % personnalisé

Le parcours de formation, composé d'un à plusieurs niveaux en fonction du niveau de départ du stagiaire, évalué et diagnostiqué en amont de la formation, et de ses objectifs.

100 % flexible

Séquencés par demi-journées et

espacés de 15 jours minimum, les entraînements s'intègrent facilement dans les agendas des sta-

100 % individualisé

En petits aroupes de 6 personnes maximum pour réellement développer les automatismes de chacun.

100 % progressif

Avant de passer au niveau suivant, Alain Guittet s'assure que le stagiaire a bien validé et acquis le niveau en cours.

« Nous pouvons faire l'analogie de notre méthode avec un entraînement sportif. Nous faisons progresser les stagiaires étape par étape, niveau par niveau, pour agir concrètement sur l'efficacité » indique Alain Guittet. « D'abord, je réalise un diagnostic de l'état des compétences pour construire un parcours personnalisé, puis on commence à muscler le discours. Vient ensuite les phases d'entraînement intensif puis les exercices pratiques en entreprise, pour monter en compétences et atteindre son meilleur niveau, mesurer et constater des résultats concrets : plus de rendezvous qualifiés, plus de ventes hausse du panier moyen et du taux de transformation.»

Plus qu'une formation classique, Booster Academy se positionne comme un véritable coach au service de la performance commerciale des entreprises!

Offre créateurs et entreprises de moins de 3 ans : un diagnostic gratuit pour évaluer vos compétences en vente, contacter par mail Alain

> Région Centre-Val de Loire booster-academy.fr

+33 (0)6 95 33 46 69 a.guittet@booster-academy.com





Romorantin, reconstruire pour revivre

À quelques kilomètres, Romorantin engrange les dividendes d'une stratégie développée depuis 30 ans. Territoire touché au cœur par la fermeture de Matra Automobile, il a fallu se reconstruire et créer une nouvelle dynamique pour accueillir d'autres entreprises. Le territoire qui vivait alors sur la vague très porteuse d'une mono industrie, n'avait alors pas tous les attraits pour accueillir de nouvelles entreprises. La capitale de la Sologne avait néanmoins pour elle, son maire Jeanny Lorgeoux. Dans les petits papiers de François Mitterrand, il engage en 1990 les pourparlers pour « désenclaver » le territoire. « J'ai montré au président la carte du Loir-et-Cher et plaidé pour le barreau autoroutier Romorantin-Tours, première grande transversale française, indispensable pour que la ville progresse ». Il aura fallu seize ans pour y parvenir. Puis en rachetant les terres agricoles autour de la bretelle, en créant d'un syndicat mixte avec sa voisine Villefranche sur Cher, Romorantin se donnait les chances de développer



Jeanny Lorgeoux.

de nouvelles activités, notamment le long de cette autoroute. « Mon raisonnement était le bon, constate Jeanny Lorgeoux. La stratégie était la bonne, mais je pensais que ca viendrait dix ans plus tôt ». De fait, la logistique à Orléans a vite fait le

plein, l'axe ligérien aussi.

L'axe Romorantin-Tours va maintenant engranger ses dividendes d'implantation, la logistique devrait y prendre la relève.

Le maire de Romo ne bombe pas le torse pour autant : « Je fais comme tout le monde, dit-il. Je sais aussi m'inspirer de ce qui se fait de bien aux alentours. Nous avons créé un bâtiment blanc qui a trouvé preneur, on en construit donc un second. » L'usine mécanique Caillau est aussi un bel exemple de renais-

« L'attractivité d'un territoire est une relation de confiance avec les acteurs économiques, et de veille de chaque instant. Il faut répondre sans délai aux questions et aux sollicitations ».

Romorantin a aussi développé une plateforme de formation, (5M€ à l'époque) dirigée en fonction des besoins des entreprises locales. « Il faut former les jeunes qui veulent rester sur le territoire ». Romorantin est ainsi redevenue la 2ème ville du Loir-et-Cher, avec 18 500 habitants.

> Dossier spécial réalisé par Stéphane De Laage

Cerfrance et CEGECO installent une nouvelle dynamique d'accompagnement du dirigeant auprès des professionnels de la coiffure et des soins esthétiques.

> es deux entités confirment leur rapprochement qui vise la mise en commun de leurs expertises et de leurs moyens pour accélérer la convergence entre l'expertise comptable et le conseil sur les marchés de la coiffure et de l'esthétique.

lean-Philippe MERIT. Directeur Général Cerfrance Alliance Centre et Philippe GOUJON, Directeur Général Cerfrance Val de Loire

500 rue Léon Foucault, 45140 Saint-Jean-de-la-Ruelle Tél: 02 38 22 37 70

alliancecentre.fr

Présents sur le même marché. celui de l'accompagnement et du conseil auprès des dirigeants d'entreprises, Cerfrance et CEGECO souhaitent en s'alliant organiser leur action autour de trois priorités :

• Installer un accompagnement global incluant l'expertise comptable et le conseil, auprès des spécialistes de la coiffure et des soins esthétiques

En cohérence avec les

demandes des clients et les spécificités de leur métier, Cerfrance et CEGECO vont adjoindre à l'expertise comptable, une offre de conseils personnalisés dans divers domaines tels que la stratégie, le développement commercial, l'analyse

des coûts, la fiscalité, le management, le digital, les ressources humaines ou encore le juridique.

 Concourir à une meilleure connaissance des métiers de la coiffure via la production d'études et le développement de partenariats gagnants

Avec des études approfondies sur cette filière métier et ses perspectives, Cerfrance et CEGECO seront en capacité d'alimenter en information à forte valeur ajoutée des écoles de coiffure, des réseaux professionnels et des acteurs clés de la profession. Cette nouvelle alliance vise également des partenariats stratégiques avec les acteurs pivots de la profession.

· Renforcer l'ancrage et le maillage territorial

Cerfrance et CEGECO partagent une valeur essentielle aux yeux de leurs adhérents : la proximité. L'alliance Cerfrance-CEGECO permettra de proposer une offre de services complète aux professionnels de la coiffure et de l'esthétique sur l'ensemble du territoire national.

Ce nouveau duo Cerfrance-CEGECO va notamment accompagner 5000 dirigeants d'entreprise du métier de la coiffure. Il a également une forte ambition de développement sur tout le territoire national.

Deux acteurs de l'économie sociale rassemblés autour d'une ambition commune: développer des opportunités de croissance sur les marchés de la coiffure et de l'esthétique.





"



Les aides ciblées par territoire

Créer ou reprendre une entreprise est une aventure enthousiasmante, à condition de disposer des fonds nécessaires pour débuter et assurer les premiers mois. Bonne nouvelle, les aides sont légion.

Vous les trouverez sous la forme de prêts, gratuits ou rémunérés, d'avances, d'aides et de subventions, locales, nationales ou européennes. Certaines sont cumulables, d'autres pas ; elles diffèrent selon le statut du postulant, le type d'activité envisagée et le lieu d'implantation. Les sources sont elles aussi multiples, au point que les spécialistes les plus aguerris s'y perdent parfois. Toutefois, un bon expertcomptable vous aidera à défricher le terrain et tirer les bonnes ficelles. Olivier Nioche est le président de l'ordre pour la région Orléans. « Notre rôle, dit-il, est de faire la mise en relation avec les services adéquats: institutionnels, banques ou associations qui joueront le rôle de conseil ».

Accompagnement social et solidaire

Si vous vous inscrivez dans un programme qui tient compte de l'économie circulaire, de l'environnement, des énergies et matériaux



biosourcés, vous avez toutes les chances d'obtenir, là encore des aides substantielles.

Confirmation du directeur de

France Active Centre-Val de Loire, Sébastien Nérault. « Le financement solidaire est notre ADN, dit-il. On accompagne des entrepreneurs engagés, ceux qui créent leur emploi, et dont le projet œuvre pour l'environnement, comme les épiceries solidaires, les productions bio ou locales ». En somme, des projets qui remettent le citoyen au cœur de l'économie. « On travaille aussi avec le monde du handicap. poursuit Sébastien, les entreprises d'insertions, les SCOOP et les associations ». Cette philosophie, France Active la développe depuis trente ans. La ressource publique est rare, l'argent disponible est donc un mixte entre les fonds publics et les disponibilités d'épargnants solidaires. France Active s'adosse à des banques coopératives comme le Crédit coopératif ou la caisse d'Épargne, et sur des fonds créés avec la Banque des territoires et la Région. Des prêts participatifs sont ainsi consentis à moyen terme, avec un remboursement différé. En 2019, 225 projets, ont été accom-

pagnés et plus de mille emplois consolidés.

Accompagnement à la création d'entreprise par BGE: de A à Z!

BGE est un acteur incontournable de la création d'entreprise. Outre l'accompagnement dans tout ce que la création d'une entreprise peut comporter d'administratif, BGE va s'occuper de transformer un porteur de projet en... entrepreneur!

Appui aux entrepreneurs

Il y a un fossé entre une idée d'entreprise et l'entreprise elle-même... Mais la distance entre les deux peut être réduite grâce à l'action de BGE (anciennement Boutique de gestion) qui travaille sur deux axes: la structuration du projet et la montée en compétence du jeune chef d'entreprise. « Avoir rédigé un business plan, c'est bien, mais ça ne suffit pas pour minimiser les risques quand on crée son entreprise, déclare Paloma Van Hille, directrice des BGE de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher et du Loiret. Exercer le métier de chef d'entreprise, c'est être tout à la fois commercial. prévisionniste, financier, juriste, fiscaliste... C'est pour cela que chez BGE, nous sommes attentifs à la fois au projet et à la personne. C'est notre marque de fabrique! » Ainsi, si BGE accompagne le porteur de projet dans le montage de son dossier par la réalisation de business plan, elle place au coeur de ses préoccupations les compétences entrepreneuriales, un élément clé de la réussite d'un projet, et permet à chacun de se projeter "entrepreneur". « Créer une entreprise n'est pas réservé à une élite, revendique



Paloma Van Hille. Tout le monde est légitime à envisager ce projet! Nous intervenons auprès des collégiens, des habitants des quartiers prioritaires, en milieu rural... Nous souhaitons démocratiser au maximum l'acte d'entreprendre, permettre à chacun d'explorer la piste entrepreneuriale.»

Accompagnement individuel à la carte, formations, participation à des événements pour optimiser le développement de son réseau, rencontres avec des experts pour

permettre la montée en compétence... BGE ne laisse rien au hasard quand il s'agit que le jeune chef d'entreprise mette toutes les chances de son côté!

60 % des personnes accueillies ont entre 26 et 45 ans. « Nous accueillons beaucoup de quadragénaires en reconversion. Mais 15 % ont moins de 26 ans, un pourcentage en augmentation depuis dix ans. On crée désormais de plus en plus tout de suite après ses études. Les jeunes croient moins au salariat

durable. Une vraie tendance de

90 % du public reçu sont des demandeurs d'emploi, dont certains rencontrent des difficultés durables d'insertion dans l'emploi. Certaines personnes viennent par ailleurs développer une double activité, un nouveau métier par le biais duquel ils vont davantage s'épanouir et/ou compléter leurs revenus.

BGE en chiffres

En 2019, en région Centre-Val de Loire, sur 8 000 personnes accueillies par BGE, 1 600 (dont 59 % de femmes) ont créé leur entreprise, dont 50 % sous statut micro, 35 % en société et 15 % en entreprise individuelle.

2100 personnes ont en outre bénéficié de formations entrepreneuriales sur l'année, dont certaines sont certifiantes.

1 100 entrepreneurs ont été ensuite accompagnés en phase de démarrage d'activité et pour une durée maximale de trois ans après l'immatriculation de leur société. Le taux moyen de pérennité des TPE accompagnées par BGE s'établit, trois ans après l'immatri-culation, à 77 %.





« Accompagner pour réussir »

Réseau Initiative

Rodolphe Ouf est président d'Initiative Loiret, un organisme qui consent des prêts d'honneur sans intérêt, à des personnes physiques.

« Généralement, cela déclenche le prêt bancaire conditionné qui est en suspens », explique Rodolphe. C'est un comité « bienveillant » d'une dizaine d'experts qui étudient le dossier. Le premier des critères de jugement est la personnalité du porteur de projet. « Certes le prévisionnel est important, mais la capacité à rebondir fait la différence ».

Les parrains suivent les bénéficiaires tout le temps du remboursement, au rythme de trois ou quatre rencontres annuelles. Ils ont été chefs d'entreprises, comptables ou banquiers et connaissent parfaitement les rouages de l'entreprise. Malgré cela, ils ont suivi une formation pour appliquer une méthode claire et uniforme, avec un tableau de bord à suivre. « Ne surtout pas dire comment on ferait à sa place, explique Rodolphe, car il n'y a jamais une seule bonne solution ».

Avec un taux d'acceptation de l'ordre de 85%, chaque année 250



dossiers sont accompagnés. « Le but n'est pas d'avoir de belles statistiques, mais de suivre le plus possible. On demande aux experts d'être humains avant tout ».

Le fonds d'origine a été constitué de longue date, issu d'argent publique et privé. Les sommes prêtées se recyclent, avec un taux d'érosion très faible et dont le réseau Initiative est fier. D'autant que la pérennité des entreprises accompagnées est de 5 ans.

En moyenne, les prêts sont de l'ordre de 20 000 €. Pas énorme, mais dans le bilan c'est du fonds propre avec un effet de levier de l'ordre de six.

Entreprendre, le réseau humaniste

Line Chamton est Directrice du Réseau Entreprendre Loir-et-Berry aui intervient dans trois territoires très différents les uns des autres : le Cher, l'Eure-et-Loir et le Loiret.

En 1986, une entreprise de filature dans le Nord, ferme et licencie. André Mulliez (Auchan), crée alors le réseau avec pour devise « pour créer des emplois, créons des employeurs ». Une première cagnotte est constituée pour des prêts à taux Zéro. Aujourd'hui, Entreprendre compte 90 implantations en France. Sa vocation est d'accompagner les créateurs et repreneurs à fort potentiel de création d'emploi. Un minimum de cinq emplois est requis dans les trois ans.

Un prêt d'honneur de 15 à 90K€, à taux zéro et sans caution, remboursable en 5 ans est consenti. « Chacun d'eux est adossé à un prêt bancaire, insiste Line, avec un effet levier de 13 en général ».

Ces prêts d'honneur sont cumulables avec d'autres, notamment ceux d'Initiative. « On échange facilement avec eux, assure Line. On travaille très bien en inter-réseau ». Une charte a d'ailleurs été signée il y a quatre ans; les institutionnels le savent et ont ainsi une vision claire du « qui fait quoi ».

Le réseau Entreprendre se veut exclusivement privé et revendique des valeurs humanistes très fortes. Les lauréats sont accompagnés par un diriaeant en activité. Ils suivent chaque année une trentaine de projets et engage 1M€.

> Dossier spécial réalisé par Stéphane De Laage

Autres voies à explorer :

- FRANCE ACTIVE: la garantie solidaire des chefs d'entreprises
- CAP ieune de moins de 26 ans
- L'ADIE pour le micro crédit de moins de 10 000 €
- La BGE pour se créer un réseau, participer à des formations
- LA BANQUE DES TERRITOIRES pour le financement des entreprises de l'ESS (économie sociale et solidaire)







* Prix d'un appel local depuis un poste fixe. ** Pour les conditions et les limites des garanties se reporter au contrat Groupama Paris Val de Loire - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Paris Val de

Loire. Siège social : 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 Antony cedex - 382 285 260 Total Begestodi. This avenue du bottedi relinie. La soude la sacramon su la l'Autorité de Contrôle RCS Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances et soumis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4 place de Budapest - 75009 Paris, www.groupama.fr Document et visuels non contractuels. Crédit photo : Aurélien Chauvaud. 10/2020.







L'État accompagnateur des territoires

Questions à Jacqueline Gourault : Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

L'Épicentre : Les EPCI et les Régions déploient leurs arguments pour attirer de nouvelles entreprises et garder celles présentes. Comment la ministre que vous êtes, veille-telle à l'équité des territoires?

Jacqueline Gourault : Si l'on se réfère à la situation pré-Covid, on fait le constat que des régions vont bien, d'autres moins. 3% de chômage en Loire Atlantique, jusqu'à 20% dans les Hauts de France qui ont connu des fermetures dramatiques comme Bridgestone. Le rôle de l'État est de répondre à cette fracture territoriale, raison pour laquelle certaines politiques publiques sont maintenues pour deux ans, comme le zonage en ZRR (revitalisation rurale) qui aurait dû s'étèindre cette année.

Autre politique, celle des Territoires d'industrie, qui vise la reconquête industrielle des territoires en difficulté (NdIr : 9 ont été choisis en Centre-Val de Loire). Ces politiques sont construites en lien avec les politiques locales, en l'occurrence les régions et intercommunalités, en associant les dirigeants d'entreprises eux-mêmes. Pour cela, une première enveloppe de 150M€ est engagée pour créer, moderniser ou étendre les sites industriels. 174 projets ont été retenus en



France pour 2020, 320 dossiers sont déposés et en cours d'instruction pour 2021. Le Fonds Friches quant à lui, servira en 2021 à convertir les friches industrielles et urbaines en centre-ville, dans le programme Action cœur de ville.

L'Épicentre : Ce qui montre que l'industrie change...

Jacqueline Gourault: Oui, le visage de l'industrie évolue. Et si le plan de relance doit aider les secteurs en difficulté, il doit aussi servir la transformation de l'industrie en France. Par exemple l'automobile électrique, pour une adaptation au monde actuel

Elle doit pour cela, à chaque fois que cela est possible, utiliser les mains d'œuvres locales qui souvent ont une histoire. La Normandie fut une terre d'industrie textile, elle a conservé des savoir-faire. De même dans l'Indre, une foule de TPE, sous-traitantes de la maroquinerie de luxe, se développent encore dans ce secteur qui reste porteur.

L'Épicentre : La crise sanitaire montre que les Français ont envie de quitter les centres urbains pour rejoindre la campagne ; le télétravail les y aide. N'est-ce pas le moment de donner une chance aux territoires ruraux?

Jacqueline Gourault: Oui c'est une chance à saisir. 35% de la population vit en territoire rural, et la réorganisation que vous évoquez ne fait qu'amplifier la tendance. Depuis quelques années, le monde rural compte 100000 habitants de plus chaque année. La qualité de vie, l'environnement, l'alimentation raisonnée, sont désormais soutenus par le programme « Petites villes de demain », que je viens d'initier. Il accompagnera les villes de moins de 20 000 habitants qui jouent un rôle de centralité d'un territoire. Elles doivent être

accompagnées pour qu'y soit maintenus le service public, le commerce de proximité ou encore la présence de médecins. L'État investit pour cela 3MD€ sur 6 ans, hors plan de relance.

L'Épicentre : Peut-on imaginer de rebattre les cartes du développement économique de nos régions?

Jacqueline Gourault: Bien sûr, tout est fait pour cela. Mais on reste dans un État de droit et d'économie libérale. Il faut donc que les territoires soient suffisamment attractifs pour que les entreprises aient l'idée et l'envie de venir s'y installer. Pour cela, la mobilité doit être une réalité. L'État a signé en juillet dernier avec la région Centre-Val de Loire et la SNCF le programme « Petites lignes » pour la restauration des lignes de chemin de fer sur les territoires infrarégionaux, pour faciliter le déplacement des populations et l'installation des entreprises. 250M€ seront investis pour la restauration de six voies d'ici 2027.

Dans la quête pour l'équité des territoires, l'on voit que l'État se veut accompagnateur, par des financements nouveaux et une collaboration accrue avec les collectivités.

> Dossier spécial réalisé par Stéphane De Laage







Optimisation de la cession d'entreprise. Dirigeant partant à la retraite / L'apport - Cession / La donation avant cession

La vente d'une d'entreprise, sociétés à l'IS (Impôt sur les Sociétés), donne lieu au paiement de deux impositions distinctes: les droits d'enregistrement à régler par le cessionnaire et l'impôt de plus-value à régler par le cédant

A. Droits d'enregistrement

Le montant de droits d'enregistrement peut varier de manière substantielle en fonction de la forme et la nature des actifs de la société cédée Les cessions d'actions sont soumises aux droits d'enregistrement au taux de 0,1 %. Les cessions de parts sociales sont soumises aux droits d'enregistrement au taux de 3% après un abattement de 23 000€. Les droits d'enregistrement à régler sur les cessions de titres de sociétés à prépondérance immobilière s'élèvent à 5 % du prix de cession.

Prenons l'hypothèse d'une cession d'entreprise à 1,5 M€, s'il s'agit d'une SARL le montant des droits d'enregistrement sera de 44 310 €, s'il s'agit d'une SAS le montant des droits à payer par le cessionnaire sera de . 1 500 €. Ainsi la transformation en SAS permettra à votre acquéreur de bénéficier d'une économie de droits d'enregistrement de 42 810 €.

B. Imposition de la plus-value de cession

La loi de finance pour 2018 a instauré une « flat tax » : un prélèvement forfaitaire unique non libératoire de 30% correspondant à:

- 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu;
- 17,2 % au titre des prélèvements

Auguel s'ajoute la CEHR (contribution exceptionnelle sur les hauts revenus) pouvant aller jusqu'à 4 % audelà d'un million d'euros de revenus pour un couple.

Pour les titres acquis avant le 1er janvier 2018, l'option pour l'ancien régime est toujours possible, à savoir plus-value imposée au barème progressif de l'IR après abattement pour durée de détention et aux prélèvements sociaux à 17,2 %.

Deux régimes coexistaient :

 \bullet Le régime de droit commun : 50 %+ de 2 ans et 65 % + de 8 ans ;

• Le régime incitatif : 50 % + 1 an, 65 % + de 4 ans et 85 % + de 8 ans.

C. Optimisation de la plus-value de cession

1. Réaime des dirigeants partant à la retraite

Sous respect de certains conditions strictes tenant à la société et au cédant, le dirigeant qui fait valoir ses droits à la retraite dans les 24 mois de la cession peut bénéficier d'un abattement de 500 000 € sur sa plusvalue taxable à l'impôt sur le revenu. Les prélèvements sociaux restent dus sur la totalité de la plus-value.

Avec un IR forfaitaire à 12.8 %, l'abattement de 500 000 € peut permettre une économie maximale de 64 000 €.

2. L'apport-cession

La plus-value constatée lors de l'apport de titres à une société contrôlée par l'apporteur bénéficie du régime du report d'imposition. L'assiette de la plus-value est déterminée et figée à la date de l'apport.

En revanche, le report a pour effet de décaler l'imposition effective de cette plus-value à une date ultérieure. Les plus-values placées en report d'imposition sont imposées au titre de l'année au cours de laquelle intervient un événement de nature à mettre fin au report.

Madame Durand entend céder sa société pour 500 000 €, prix d'achat 200 000 €. La plus-value de cession s'élève à 300 000 €, la fiscalité correspondante s'élève donc à près de 91 000 € (PFU à 30 % + CEHR) soit un net disponible de 409 000 €.

Elle souhaite réinvestir son prix de cession dans la reprise d'une nouvelle activité économique et nous interroge afin de connaître la solution optimale fiscalement.

Nous lui préconisons la constitution d'une société Holding par apport de titres. Dans cette situation, la fiscalité calculée précédemment serait placée en report d'imposition (soit 91 000 €).

Situation 1: la cession intervient dans les 3 ans de l'apport pour le

même prix, Madame Durand devra réinvestir 60 % du prix de cession. soit 300 000 € dans les 24 mois de la cession. Le prix de cession correspondant au montant apporté, il n'y aura pas fiscalité sur la vente, la Holding encaissera 500 000 € nets.

Situation 2: La cession intervient plus de 3 ans après l'apport au prix de 700 000 €.

Les plus-values réalisées lors de la cession de titres de participation détenus depuis au moins deux ans sont exonérées, sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges, fixée forfaitairement à 12% du résultat net de plus-values de cession, comprise dans le résultat ordinaire de l'exercice. En d'autres termes, le montant de plus-value serait taxé au maximum à 3,36 % (avec un IS à 28 %).

Plus-value = prix de cession - valeur d'apport = 700 000 - 500 000 € = 200,000 €

Imposition = $200\ 000\ x\ 12\ \%\ x\ 28\ \%$ = 6 720 €.

La société Holding disposera d'un produit net de cession de l'ordre de 693 000 €.

Madame Durand n'aura pas d'obligation de remploi. Elle pourra utiliser le produit net de cession pour développer son patrimoine (immobilier physique, SCPI, capitalisation...).

3. La donation avant cession a. La donation avant cession en pleine propriété

À condition que la donation intervienne sur la base du prix de cession envisagé, elle permet de purger la plus-value.

Les donataires cèdent les titres pour le montant qu'ils ont reçu et bénéficient donc d'un prix de cession net de fiscalité. Il est opportun de comparer la taxation applicable à la donation et l'imposition relative à la plus-value de cession.

Exemple: La société A a été valorisée 600 000 € (prix d'achat non significatif). M. Bertrand a 3 trois enfants et envisage d'utiliser l'abattement existant entre parent et enfant de 100 000 €.

Situation 1: Cession puis donation

Prix de cession - fiscalité = 411 000 € (PFU à 30 % + CEHR).

S'il donne 100 000 € à chacun de ses trois enfants il ne lui restera plus que 111 000 € pour lui.

Situation 2 : Donation puis cession Chaque enfant reçoit pour 100 000 € de titres qu'il revendra pour la même valeur, il disposera donc de 100 000 € nets. Monsieur Bertrand ne sera plus fiscalisé sur 600 000 € mais sur 300 000 € seulement. Il disposera ainsi d'un produit net de 209 000 €.

La donation avant cession permet ainsi à M. Bertrand de disposer d'un net supplémentaire de près de 98 000 €.

b. La donation avant cession en nue-propriété

La donation avec rétention d'usufruit viager permet au donateur de transmettre la nue-propriété tout en conservant l'usage et les fruits.

Lorsque les titres sont démembrés et en présence d'une convention de quasi-usufruit la fiscalité est réglée par l'usufruitier qui dispose du produit net de cession. Le prix de revient peut être majoré du montant transmis par donation (de l'accroissement de valeur de la nue-propriété constaté entre la date de l'acquisition initiale de la pleine propriété et la date de transmission de la nuepropriété). Les abattements appliqués sont sans impact.

Exemple: Cession à 1 200 000 € après donation en nue-propriété de l'ensemble des titres de la société : le gain net de frais d'acte et de droits de donation s'élève à 215 000 € pour M et Mme Durand. À leur décès les enfants disposeront d'une créance de restitutions de 1 200 000 €, soit une économie potentielle de droits de succession de 240 000 € avec un taux moyen d'imposition à 20 %.

En fonction de vos souhaits et objectifs nous serons à-même de vous accompagner dans la négociation avec votre vendeur/ acquéreur et de vous apporter une solution personnalisée répondant à vos attentes.

Magali Même-Simon

Ingénieur Financier et Patrimonial

40 COLLABORATEURS AU SERVICE ET À L'ÉCOUTE DE PLUS DE 1600 ENTREPRISES

Cabinet DUVIVIER & ASSOCIÉS Cabinet DUVIVIER & ASSOCIÉS 33, boulevard béranger - 37000 TOURS 19 rue borromée 75015 PARIS Tél. 02 47 05 79 18 - Fax : 02 47 80 92 82 Tél. 01 47 04 19 19 - Fax : 01 47 04 00 22 tours.boisdenier@duvivieretassocies.fr paris@duvivieretassocies.fr

www.duvivieretassocies.fr

Cabinet DUVIVIER & ASSOCIÉS 1 rue Jehan de Saveuse 4 quai Saint-Jean 41000 BLOIS Tél. 02 54 74 73 61 blois@duvivieretassocies.fr

ZOOM SUR



Spectacle

Mariaj en chonson Vendredi 20 novembre Spectacle avancé à 19 h



Le spectacle

« Très drôle et complétemnt azimuté... » Europe 1

Tø, Glär et Mår sont des suédois comblés. Leur spectacle a rencontré le succès aux six coins de l'Hexagone, transportant des foules extatiques parfois jusque dans leurs chambres d'hôtel. Ils ont réalisé leur rêve : offrir au public de France et de Navarro l'occasion d'entendre différemment le répertoire de la chanson populaire pour mieux la redécouvrir. Mais ils n'ont pas le temps de s'endormir sur leurs Krisprolls, les voilà déjà investis d'une nouvelle mission : animer la soirée de mariage de leur plus vieil ami, Magnus, avec une francDaise, Gwendoline. Un honneur bien embarrassant pour les Blond and Blond and Blond, qui feront de leur mieux pour célébrer l'union des jeunes mariés, avec leurs reprises de chansons toujours plus décalées et quelques invités surprises. Pas sûr cependant que Magnus ait fait le bon choix... Car, comme on

dit en Suède : « La parure du renne masque mal son odeur de fruük ».

www.blondandblondandblond.com

Les artistes

Ce groupe arrivant tout droit de Suède est amoureux de la culture française. Il se compose d'une fratrie, deux filles et un garçon. I l y a tout d'abord Mår, comédienne et chanteuse à ses heures perdues, et plus surprenant beatboxeuse dans l'âme. C'est l'âme sereine du aroupe, calme et bucolique, elle aime la nature et les camions. Puis, Tø, fort comme un ours, au regard azur, façon beau gosse venu du froid. Chanteur et musicien, il ne quitte jamais sa guitare. Et Glär, fine, élancée, coincée façon ourse polaire, quoique si on la pousse un peu, le feu prendra peut-être. Chanteuse et comédienne, elle aime jouer du kazoo. Un trio atypique qui ne vous laissera pas de glace.

INFOS PRATIQUES

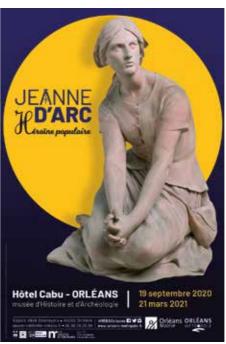
Tarif: 20 €

Ouverture des locations: 10 octobre
Infos/Réservations: 02 38 83 09 51
billetterie. lapasserelle@ville-fleurylesaubrais.fr
Points de vente: La Passerelle - FNAC - Carrefour - Géant

Magasins U - Intermarché

Exposition

Exposition « Jeanne d'Arc, héroïne populaire » jusqu'au 21 mars 2021



Hôtel Cabu, Musée d'Histoire et d'Archéologie - Orléans

À l'occasion du centenaire de la canonisation de Jeanne d'Arc, l'Hôtel Cabu - musée d'Histoire et d'Archéologie, propose une exposition sur les traces de l'héroïne. Elle incarne une des figures majeures du panthéon des grandes personnalités historiques de la nation. Son imagerie a beaucoup évolué au fil des décennies, illustrée en guerrière ou en bergère. L'exposition présente une analyse thématique et iconographique de la Pucelle d'Orléans. Exposition du 19 septembre au 21 mars 2021.

Visites commentées de l'exposition: Dimanche 22 novembre à 15h et mercredi 23 décembre à 16h30.

INFOS PRATIQUES

Ouvertures et horaires : de 13h à 18h Contact & localisation

Exposition « Jeanne d'Arc, héroîne populaire » 1 square Abbé Desnoyers 45000 Orléans

02 38 79 25 60 • billetterie.orleans-metropole.fr

Sortie

Visites au château de Mez le Maréchal à Dordives



Venez participer à la renaissance du Château du Mez, cas unique d'un château-fort construit à la même époque que le Louvre de Philippe Auguste et qui a conservé toute l'élévation de son enceinte du début du XIIIème siècle. Fort de son expérience de tailleur de pierre, chercheur et maître d'œuvre, Florian Renucci vous donne les clefs pour comprendre l'évolution de la fortification. Vous découvrirez qu'il y a, au Mez, trois châteaux pour le prix d'un : le centre de la cour révèle la ruine d'un premier

logis noble de la seconde moitié du XIIème siècle. Son achat par Philippe le Bel en 1313 fait entrer le château dans la couronne. Les aménagements d'une résidence royale du XVIème sont encore visibles.

INFOS PRATIQUES

Ouvertures et horaires
Du 21/06/2020 au 30/12/2020
Réservation obligatoire par téléphone
06 83 36 61 09 ou
sur le site web du château:
www.chateau-mezlemarechal.com

Visites les mercredi et dimanche à 16h

CULTURE & LOISIRS

ZOOM SUR



Cinéma

Festival Recidive Du 10 au 15 novembre 2020 Au cinéma Les Carmes et à la Scène Nationale d'Orléans





DU 10 AU 15 NOVEMBRE 2020 CINÉMA LES CARMES SCÈNE NATIONALE D'ORLEANS



PLUS DE 40 FILMS AUTOUR DE L'ANNÉE 1940 CLASSIQUES / INÉDITS / AVANT-PREMIÈRES RENCONTRES / TABLES RONDES

Cinema propagande resistance

























« Un nouveau Festival de cinéma à Orléans! N'est-ce pas l'année où conjurer, avec toute la prudence nécessaire, nos peurs et nos craintes? N'est-ce pas, également, la meilleure manière de retrouver et prolonger un moment de grâce ? Que les Orléanais se souviennent : l'an passé à la mi-novembre, le Festival coup de chapeau à Jean Zay, ministre fondateur trop méconnu du Festival de Cannes en 1939, a permis de découvrir la première sélection choisie pour représenter les « nations libres » sur la Croisette: trente films, des rencontres,

des débats, des avant-premières, un colloque international sous l'égide du Cercle Jean Zay. Quelle joie! »

Le Festival « Récidive » d'Orléans, du 10 au 15 novembre, propose à toutes et tous un nouveau festival de cinéma et d'histoire, programmant sur les écrans du Cinéma Les Carmes « une année de cinéma dans l'histoire ». Nous avons choisi 1940 pour récidiver, parce que cette année si particulière, année de malheur, année de bascule, année de combat et d'espoir aussi, se raconte à travers des films, tournés autour du monde, de facon passion-

Voici 25 films de fiction de l'an 40, du Dictateur à Remorques, des Raisins de la colère à Rebecca ou au Juif Süss, et un florilège de réalisateurs, Hitchcock, Hawks, Ford, Disney, Lubitsch, Grémil-Ion, Pagnol, Gance, Duvivier, Ophuls, Donskoi, Powell..., chacun présenté par un ou une spécialiste, invité-e-s par la manifestation. Un festival de cinéma, ce sont aussi des avant-premières (merci à Alex Lutz, Amos Gitaï, Jean-Baptiste Thoret, Bertrand Tavernier, Benoît Jacquot), des « leçons de cinéma », des rencontres, des débats,

des conférences ou des tables-rondes à la Scène Nationale d'Orléans. Bonne Récidive!

Longue vie à la cinéphilie orléanaise!»

> Antoine de Baecque délégué général du festival

INFOS PRATIQUES

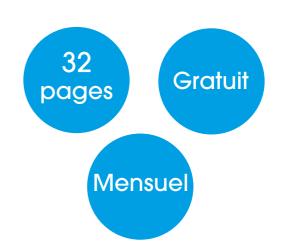
Informations, tarifs et réservations : www.cinemalescarmes.com Cinéma Les Carmes 7 rue des Carmes 45000 Orléans cinema-les-carmes@wanadoo.fr



Retrouvez nos 3 éditions : 37 / 41 / 45

Distribué à 30 000 exemplaires, en points de dépôts et en routage

Pour recevoir L'Épicentre directement dans votre entreprise, contactez-nous contact@lepicentre.online





ZOOM SUR

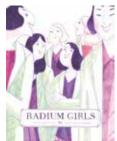


37ème Festival BD BOUM à Blois les 20, 21 et 22 novembre

L'édition 2020 du Festival BD BOUM de la ville de Blois verra, cette année, son format modifié. Si le salon du livre est annulé, les conférences et dédicaces investiront au moins 16 lieux de la ville, les 20,21 et 22 novembre.

Voici une sélection de BD à découvrir avec les dix finalistes du PRIX LANDERNEAU BD.

La sélection offre de nombreux scénarios mettant en scène des personnages en quête d'identité, et de liberté, sans parler de lutte féministe qui fait la part belle à la sexualité ... Quand l'art graphique épouse des histoires étonnantes, il y a de quoi réfléchir, se révolter, s'amuser. Bref, de s'émouvoir! À vous de lire... et de regarder!



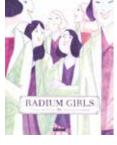
« Radium Girls » par CY (Glénat)

Dès la couverture-luminescente-on comprend qu'on a affaire à la fameuse substance radioactive, le Radium. Tout commence dans la joie de vivre pour ces jeunes femmes qui peignent des cadrans avec un produit inconnu qu'elles utilisent sur leurs ongles, dents, visages pour se rendre « lumineuses » la nuit venue. Quand nombre d'entre elles périssent, les survivantes vont élever la voix pour obtenir réparation. Elles ne se feront pas entendre sans mal, mais obtiendront gain de cause. Au passage l'autrice aura fait une peinture passionnante de la condition des ouvrières aux USA dans les années 20 et au-delà.



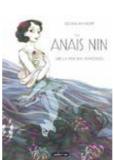
« La fuite du cerveau » par Pierre-Henry Gomont (Dargaud)

Vous allez plonger dans l'aventure rocambolesque, parfois grotesque, du médecin anatomopathologiste qui déroba le cerveau d'Einstein. Et ce sera jubilatoire! Un trait dynamique et humoristique sert l'auteur qui a reçu des distinctions pour tous ses ouvrages. Le médecin fou se dit qu'il obtiendra gloire, fortune et conquêtes s'il a accès à la compréhension dudit cerveau. Or lui, en possède fort peu, de cerveau ... mais c'est sans compter sur sa rencontre avec le génie qui se met à communiquer avec lui! On s'amuse beaucoup, on se réjouit, on se régale.



« La bombe » par Alcante, Bollée et Rodier (Glénat)

Voilà un « album de référence » nous prévient Télérama. Dans cette BD documentaire habilement construite à la première personne, nous découvrons l'incroyable histoire vraie de la bombe atomique. Beaucoup de dessin, du noir et blanc, des pages peu bavardes, des anecdotes et des faits historiques émaillent cette BD. Dans quel contexte fut créée cette bombe ? Pourquoi fut-elle larguée sur Hiroshima? Quels furent les effets de l'explosion ? Que vécurent les victimes? Un évènement historique et tragique qui mit fin à la auerre et fit entrer l'humanité dans une nouvelle ère.



« Anaïs Nin, sur la mer des mensonges » par Léonie Bischoff (Casterman)

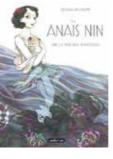
Dans cette BD aux allures de biopic, aussi belle qu'une œuvre art-déco, dessins coloriés en couleurs directes sur fond blanc, nous accompagnons Anaïs Nin dans sa découverte de la sensualité et de la sexualité, alors qu'elle fait fi de la culpabilité et de la honte. « Écrire comme un homme ne m'intéresse pas. Je veux écrire comme une femme. Je dois plonger loin de la rive pour trouver les mots... sous la mer des mensonges. » Cette bande dessinée est une ode à la féminité et à la liberté, c'est sublime comme un portrait impressionniste revisité par une autrice inspirée et convaincue par le propos libre de son personnage.



« Pucelle »

par Florence Dupré La Tour (Dargaud)

Dans ce premier volume, l'autrice raconte son histoire. Depuis l'enfance, tout de ce qui se passe sous la ceinture lui est étranger. Dans sa famille on ne parle pas de ces choses-là. Elle ne comprend rien. Elle invente des scénarios terribles. Ses réactions sont excessives et disproportionnées. Quand l'adolescence arrive, elle refuse d'être assimilée à la condition des femmes aui l'entourent : elle voit bien que la liberté est l'apanage des hommes. Avec un trait presaue enfantin et une large dominante de rose, l'autrice nous entraîne dans le monde opaque de l'ignorance et de ses



« Géante »

par JC Deveney et Nuria Tamarit (Delcourt)

Voilà l'histoire de celle qui parcourut le monde à la recherche de la liberté. Dans cette BD fantasy le propos féministe est à l'honneur. Ce récit initiatique nous fait emboîter les pas de Céleste, géante véritable recueillie par une famille qui vit isolée dans la montagne. Entourée de 6 frères, beaucoup d'amour circulera autour de la nouvelle venue. Devenue (très) grande, elle veut découvrir le monde mais tout le monde l'en empêche. Après de multiples rencontres plus ou moins heureuses elle puise sa liberté dans les bibliothèques et rejoint un groupe de femmes émancipées, vivant sans hommes, qui partagent un savoir



« La patrie des frères Werner » par Philippe Collin et Sébastien Goethals (Futuropolis)

Mai 1945. Dans les ruines de Berlin, deux frères, orphelins juifs allemands se jurent fidélité dans un contexte qui les effraie: la victoire soviétique. Juin 1956. Les deux frères ont intégré la Stasi pour échapper au camp de rééducation. Ils ne vont pas vivre l'idéologie de la même façon et finiront par s'éloigner. Juin 1974. La 1ère coupe du monde de football se tient en Allemagne de l'Ouest voit s'affronter la RFA et la RDA. Les deux hommes se retrouveront impliqués dans ce match de la Guerre froide. Dans un noir et blanc qui confine au sépia, on se régale de voir défiler toute une époque



« Carbone 6 et Silicium 14 » par Mathieu Bablet (label 619)

L'auteur de Shangri-La, nous offre à nouveau une œuvre de science-fiction. Nous sommes dans un futur proche. Des hommes et des femmes ont créé deux Intelligences Artificielles, des robots, que nous allons suivre pendant 271 ans. Des capacités humaines leur ont été attribuées, de même qu'une durée de vie limitée. lis décident de fuir séparément. Ils vont appréhender leur condition avec des regards séparés, et vivre des expériences spatio-temporelles différentes. On voit le monde évoluer. De nombreuses ellipses donnent du nerf au récit. « Les humains sont le vrai problème de la planète. » Tout est dit.



« Peau d'Homme » par Hubert et Zanzim (Glénat)

Une BD pleine d'humour et d'amour, éminemment féministe, met en scène le « genre ». Dessin épuré et à-plats de couleur servent l'histoire d'une jeune fille qui se voit désianer un mari. On doit être au Moyen-âge... ça pourrait être aujourd'hui... Un secret va bouleverser la vie de Bianca. Sa tante lui donne une peau d'homme. Une fois la peau revêtue, elle pourra voyager incognito dans le monde des hommes. Elle fera alors l'expérience de la sexualité et de l'amour masculins, de la liberté de penser et d'agir. Elle est confrontée à des situations périlleuses. Et si l'égalité des genres existait... avec un peu d'audace.



« **Béatrice** » par Joris Mertens (Rue de Sèvres)

La 1ère BD de cette jeune autrice belge est une vraie réussite. Il existe des objets dessinés non identifiés dans le monde des bulles! Celui-ci en est un, très écrit, mais sans texte, avec des dessins magnifiques et inspirés, vibrants et vivants. Une jeune fille qui porte un manteau rouge, est gantière dans les grands magasins parisiens. Un jour elle finit par ramasser un sac, rouge, qu'elle voit traîner depuis plusieurs jours dans la gare. Elle y trouve un album de photos en noir et blanc, mettant en scène des personnages heureux. Elle commence à enquêter en allant sur les lieux qu'elle identifie. Avec elle, vous irez de surprise en surprise.

USO et Crédit agricole Centre Loire : un soutien de tous les instants





Le Crédit agricole Centre Loire affiche un soutien inconditionnel à l'Union sportive Orléans Loiret football. Valeurs communes, perspectives partagées... Alors, peu importe les mauvaises passes que le club a pu traverser, le Crédit agricole Centre Loire l'affirme, à travers la voix de son directeur général : il se positionnera aux côtés de l'USO quoiqu'il arrive!

40 ans... 40 ans de soutien à la Fédération française de football... Ainsi, le Crédit agricole accompagne dans leur pratique plus de deux millions de licenciés et 18 000 clubs amateurs. « Nous accompagnons tous les footballeurs et ceux qui les encouragent, expose Xavier Malherbet, directeur général du Crédit agricole Centre Loire. Le Crédit agricole est partenaire de tous les footballs: partout, pour tous et dans un esprit solidaire. » Partout, parce que le Crédit agricole est présent dans chaque région depuis 1974, des grandes villes aux plus petits villages... « Un football sur tous les terrains. » Pour tous, parce que ce soutien s'adresse aux plus petits comme aux plus grands, des petites équipes aux plus grandes, comme celles qui participent à la Coupe de France, mais aussi aux bénévoles, fans, supporters, spectateurs... « Un football pour le plus grand nombre. » La pratique sportive doit se faire dans un esprit solidaire favorisant la mixité, un esprit généreux, source de vie locale... « Un football créant du lien social.»

Un soutien autour de valeurs communes

« Ce sont aussi des valeurs que partage l'USO, c'est pourquoi notre soutien, depuis douze ans, a été naturel, indique Xavier Malherbet. Le Crédit agricole Centre Loire, banque militante, humaine, investie et proche de son territoire a décidé de soutenir l'USO pour partager ces valeurs communes du sport. » Le Crédit agricole Centre Loire s'engage notamment pour la politique de formation de qualité pour les jeunes licenciés du club, à travers son école de football. L'établissement bancaire s'inscrit ainsi dans la philosophie: « Le sport comme école de la vie ».

Les valeurs partagées par les deux protagonistes prennent tout leur sens dans ce partenariat : le soutien du Crédit agricole Centre Loire n'est pas lié à des





résultats sportifs. Malgré la relégation du club en Nationale 2, le Crédit Agricole Centre Loire souhaite continuer à soutenir le club: « Nous sommes partenaires avant tout, revendique Xavier Malherbet. Et en tant que par-

tenaire, comme pour nos clients, nous tenons à être présents dans les bons, comme dans les mauvais moments. Ce sont également ces valeurs de proximité et de confiance que nous défendons. Il nous apparaît indispensable de marquer notre fidélité et notre engagement en restant LE partenaire de tous les instants, sans même revoir les conditions de notre accompagnement.»







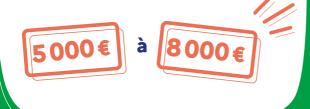
#1jeune1solution



C'est le moment de recruter un jeune!

Chefs d'entreprise, bénéficiez d'aides à l'embauche:





pour un jeune de moins de 30 ans la première année de contrat





contrat de 3 mois minimum pour un jeune de moins de 26 ans ou pour un jeune reconnu "travailleur handicapé" de moins de 30 ans

Pour en savoir plus : http://centre-val-de-loire.direccte.gouv.fr